

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3955

20 décembre 2014

### SOMMAIRE

Albert & Partner S.A. ....	189800	I.E. Lux Berlin n° 2 S. à r.l. ....	189823
Alia S.A. ....	189836	Innovent S.A. ....	189795
Almafin S.A. ....	189835	Insitor S.à r.l. ....	189795
BA-A1 S.C.A. ....	189800	Lhasa Corporation S.A. ....	189816
Basil Finance S.A. ....	189836	Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A. ....	189827
Capale S.A. ....	189820	Novamil Invest S.A. ....	189821
Carat (Lux) SICAV ....	189819	Peinture Bauer S.à r.l. ....	189795
Compton Company Limited S.A., SPF ..	189821	Peinture Gillen S.à r.l. ....	189796
E&G Fonds ....	189822	Reale S.A. ....	189822
Estrada Holding S.A. ....	189840	RiMe IT SA ....	189796
European Financial Stability Facility ....	189840	Riva Global Fund SICAV SIF ....	189834
Flitptrel Lux S.à r.l. ....	189799	RPFI Soparfi B S.à r.l. ....	189796
Golden Capital Investment S.A. ....	189794	RPFI Soparfi C S.à r.l. ....	189796
Gracewell Investment No 2 S.à r.l. ....	189837	RP VII S.à r.l. ....	189796
Gracewell Properties (Abercorn) S.à r.l. .....	189837	Rushold S.A. ....	189797
Gracewell Properties (Birmingham) S.à r.l. .....	189838	SAFE 22 S.à r.l. ....	189797
Gracewell Properties (Church Crookham) S.à r.l. ....	189838	Sea Launch S.à r.l. ....	189797
Gracewell Properties (Frome) S.à r.l. ....	189839	Sebas S.A. ....	189823
Gracewell Properties (Horley) S.à r.l. ....	189839	Siem Europe S.à r.l. ....	189798
Health Holding S.A. ....	189820	Simon Pierre S.A. ....	189798
Helarb Investments Partners (SCA) SI- CAR ....	189794	Société Coopérative de Chauffage Urbain .....	189798
Hexcel Reinforcements Holding Corp. Lu- xembourg S.C.S. ....	189794	Société de Transport Diekirch S.A. ....	189798
Ibralux Holdings 2 S.A. ....	189794	Southdown Luxembourg Holdings S.à r.l. .....	189799
ICG European Fund 2006, No 3 S.à r.l. ..	189795	Spectra-Physics AB, Luxembourg Branch .....	189799
I.E. Lux Berlin n° 1 S. à r.l. ....	189823	Sully S.A., SPF ....	189822
		Vision Concept S.A. ....	189836

**Golden Capital Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 181.007.

—  
Par décision du Conseil d'Administration du 5 décembre 2014, Monsieur Ahcène DJEMAI, domicilié à Boulevard Delessert n°7, F-75016 Paris, a été coopté au Conseil d'Administration en qualité d'Administrateur de la Société avec effet immédiat en remplacement de Madame Hélène SCHORR-MEOCCI, démissionnaire.

Son mandat s'achèvera avec ceux des autres Administrateurs à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Pour: GOLDEN Capital INVESTMENT S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014194247/16.

(140217109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

---

**Hexcel Reinforcements Holding Corp. Luxembourg S.C.S., Société en Commandite simple.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 150.435.

—  
Les comptes consolidés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014194256/10.

(140216359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

---

**Helarb Investments Partners (SCA) SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 124.846.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014194263/10.

(140216390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

---

**Ibralux Holdings 2 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 152.763.

—  
*Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 3 décembre 2014*

Est nommé administrateur, en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, administrateur démissionnaire:

- Monsieur Marc ALBERTUS, employé privé, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Monsieur Marc ALBERTUS terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire qui viendra à échéance lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine assemblée générale.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194271/16.

(140216791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

---

**ICG European Fund 2006, No 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 159.210.

---

*Extrait des Résolutions du 4 décembre 2014*

La société ICG European Fund 2006 Limited Partnership, un «limited partnership» établi à Jersey, ayant son siège social à Ogier House, The Esplanade, St Helier, Jersey JE4 9WG, Channel Islands, enregistrée au «Jersey companies house» sous le numéro LP 795, ayant comme general partner ICG European Fund 2006 GP Limited, un «limited liability company», enregistrée à Jersey, ayant son siège social à Ogier House, The Esplanade, St Helier, Jersey JE4 9WG, Channel Islands, enregistrée au Jersey companies house sous le numéro 94181, a transféré la totalité de ses parts sociales, à savoir 12.500, à ICG European Fund 2006 B Limited Partnership, un «limited partnership» établi à Jersey, ayant son siège social à Ogier House, The Esplanade, St Helier, Jersey JE4 9WG, Channel Islands, enregistrée au «Jersey companies house» sous le numéro 1859, ayant comme general partner ICG European Fund 2006 B GP Limited, a «limited liability company», enregistrée à Jersey, ayant son siège social à Ogier House, The Esplanade, St Helier, Jersey JE4 9WG, Channel Islands, enregistrée au «Jersey companies house» sous le numéro 116898.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194273/21.

(140216756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

---

**Innovent S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 165.296.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2014194278/11.

(140216765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

---

**Insitor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 143.748.

---

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 4 décembre 2014 a pris acte de la démission de Monsieur Sébastien Gravière de son mandat de gérant.

Monsieur Denis Brevet, né le 2 janvier 1983, à Malmedy (Belgique) domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, 1449 Luxembourg a été nommé en son remplacement en catégorie B.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014194279/13.

(140216868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

---

**Peinture Bauer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7565 Mersch, 17A, rue Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 84.403.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bauer Patrick.

Référence de publication: 2014194435/10.

(140216943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

**Peinture Gillen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6315 Beaufort, 1, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 118.667.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 05.12.2014.

Référence de publication: 2014194436/10.

(140216850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

**RiMe IT SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Capellen, 83, Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 162.158.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 05/12/2014.

Référence de publication: 2014194455/10.

(140216888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

**RP VII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 127.095.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014194468/10.

(140216840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

**RPFI Soparfi B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 225.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 74.145.

Le bilan de la société au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 décembre 2014.

RPFI Soparfi B S.à r.l.

Référence de publication: 2014194470/11.

(140216440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

**RPFI Soparfi C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 74.146.

Le bilan de la société au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 décembre 2014.

RPFI Soparfi C S.à r.l.

Référence de publication: 2014194471/11.

(140216438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

**Rushold S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 5, rue de la Chapelle.  
R.C.S. Luxembourg B 130.028.

## EXTRAIT

Il résulte d'une résolution prise lors de la réunion du Conseil d'administration du 24 novembre 2014 que:  
Le siège social de la société a été transféré au 5, Rue de la Chapelle L-1325 Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014194473/15.

(140216565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

**SAFE 22 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 168.513.

*Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 2 décembre 2014*

1. Madame Katia CAMBON a démissionné de son mandat de gérante de catégorie A.
2. Monsieur Julien NAZEYROLLAS, administrateur de sociétés, né à Nancy (France), le 19 décembre 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant de catégorie A pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

*Pour extrait sincère et conforme*

*Pour Safe 22 S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014194474/16.

(140216477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

**Sea Launch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.  
R.C.S. Luxembourg B 156.496.

*Extrait des résolutions adoptées par les actionnaires de la Société en date du 17 Octobre 2014:*

1. la démission des gérants de la société:
  - Anatoly Grigoryev, avec adresse à prospect Kosmonavtov, 35 Apt 19, Korolev, 141078 Moscou - Russie, a été acceptée avec effet au 17 Octobre 2014.
  - Dmitry Losev, avec adresse à Pionerskaya str. 5/20, 141090 Moscou - Russie, a été acceptée avec effet au 17 Octobre 2014.
  - Vitali Lopota, avec adresse à Lenine Street 4A, 141979 Moscou - Russie, a été acceptée avec effet au 17 Octobre 2014.
  - Kjell Karlsen, avec adresse à 2100 Nimitz Road, 90802 Long Beach, Californie. -États-Unis d'Amérique, a été acceptée avec effet au 17 Octobre 2014.
2. la nomination des gérants de la société:
  - Dmitry Oleynik, avec adresse à 17-7, 1<sup>st</sup> Shipkovskiy str. 115093 Moscou - Russie, a été acceptée avec effet au 17 Octobre 2014. et ce, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.
  - Dmitry Kakhno, avec adresse à 1-21 Lenin Street, Korolev, Moscou 141070 - Russie, a été acceptée avec effet au 17 Octobre 2014, et ce, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.
3. le renouvellement du mandat des gérants de la société:
  - Alexey Khavin, avec adresse à Leningradsky Av. 11-19, 125040 Moscou - Russie, a été acceptée avec effet au 17 Octobre 2014, et ce, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

- Sergey Loktaev, avec adresse à prospect Severnuy 8-2-29, 194354 Saint Petersburg - Russie a été acceptée avec effet au 17 Octobre 2014, et ce, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

- Christopher Picone, avec adresse à 200 West Madison Street, Suite 2620, 60606 Chicago, Illinois -Etats-Unis d'Amérique, a été acceptée avec effet au 17 Octobre 2014, et ce, jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014194475/32.

(140216721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

---

**Siem Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 104.129.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194478/10.

(140216487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

---

**Simon Pierre S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 53.875.

Par la présente, je vous prie d'accepter ma démission de mes mandats d'administrateur et d'administrateur délégué que j'occupe au sein du conseil d'administration de la société anonyme SIMON PIERRE avec effet rétroactif au 15 octobre 2014.

Livange, le 31 octobre 2014.

Egon SEYWERT.

Référence de publication: 2014194480/11.

(140216591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

---

**S.T.D. S.A., Société de Transport Diekirch S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9237 Diekirch, 3, place Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 104.122.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014194483/10.

(140217125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

---

**Société Coopérative de Chauffage Urbain, Société Coopérative.**

Siège social: L-3590 Dudelange, place de d'Hôtel de Ville.

R.C.S. Luxembourg B 18.298.

*Extrait du compte rendu du conseil d'administration du 19 décembre 2013*

Le conseil d'administration prend la décision de nommer Monsieur Daniel MILTGEN, 64 bvd Prince Félix L-1513 Luxembourg, entant qu'administrateur-délégué.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Daniel MACHADO.

Référence de publication: 2014194484/12.

(140216475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

---

**Southdown Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 52.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 113.424.

En date du 23 mai 2014, l'associé unique World Power Holdings Luxembourg S.à r.l., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a transféré la totalité de ses 2.100 parts sociales à Sithe Global Power, LLC avec siège social au 2711, Centerville Road, Suite 400, 19808 Wilmington, Delaware, Etats-Unis, qui les acquiert.

En conséquence, l'associé unique de la société est Sithe Global Power, LLC, précité, avec 2.100 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194485/14.

(140216758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

---

**Spectra-Physics AB, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 176.281.

Les comptes annuels de la Maison Mère au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014194486/10.

(140216187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

---

**Flitptrel Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 165.844.

EXTRAIT

Par une résolution écrite du 20 novembre 2014, l'actionnaire unique de la Société a pris note de la démission de:

- Monsieur Fernando Alvaro Teixeira De Sousa Esmeraldo, en tant que gérant de la Société, avec effet au 20 novembre et a décidé de nommer, en tant que gérant, avec effet au 20 novembre 2014:

- Monsieur Manuel Maria Pinto Basto de Noronha E Andrade, ayant sa résidence professionnelle à Rua Castilho, 20 4°, P 1250-069 Lisbonne, Portugal jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Société approuvant les comptes annuels audités de la Société pour l'exercice social se terminant le 31 décembre 2014

Dès lors et à partir du 20 novembre 2014, le conseil de gérance se compose comme suit:

- Monsieur Tomas Correia Da Cunha Gois Figueira, résidant professionnellement Rua Castilho 20, 6°, 1250-069 Lisbonne, Portugal

- Monsieur Arnold Spruit, résidant professionnellement 15A, Rue Langheck, L-5410 Beyren, Grand Duché du Luxembourg

- Monsieur Manuel Maria Pinto Basto de Noronha E Andrade, résidant professionnellement Rua Castilho 20 4°, 1250-069 Lisbonne, Portugal

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour FLITPTREL LUX S.à.r.l.*

Société à responsabilité limitée

RBC Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2014194221/27.

(140216621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

---



**Albert & Partner S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 7, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 159.262.

Par lettre en date du 18 novembre 2014, Monsieur Georges WIRTZ a démissionné avec effet immédiat de son mandat d'administrateur de la société Albert & Partner S.A., entreprise d'investissement ayant son siège social au 7, Grand-rue L-6630 Wasserbillig, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 159.262.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le 5 décembre 2014.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014194635/13.

(140217428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

**BA-A1 S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 192.549.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eight day of November.

Before us, Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1. Côteaux Investment Management S.à r.l., a société à responsabilité limitée, governed by the laws of Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

2. Côteaux Colinvest S.à r.l., a société à responsabilité limitée, governed by the laws of Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Mrs Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally 12, rue Jean Engling L-1466 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxy holders of the Shareholders and by the notary, will remain attached to the present deed to be registered with it.

The appearing parties, represented as aforesaid, have requested the notary to record the incorporation of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) whose articles of association shall read as follows:

**Art. 1. Definitions.** Unless the context otherwise requires, the following terms shall be construed as follows:

Articles	means these articles of association of the Company, as amended from time to time.
A Shares	means the preferred shares in registered form in the share capital of the Company having a nominal value of ten thousand US dollars (USD 10,000) each and having the rights attached thereto as provided in these Articles of Association; and "A Share" means any of them.
B Shares	means the ordinary shares in registered form in the share capital of the Company having a nominal value of ten thousand US dollars (USD 10,000) each and having the rights attached thereto as provided in these Articles of Association, to be issued by the Company to the Other Limited Shareholders; and "B Share" means any of them.
Business Day	means any day (other than a Saturday or Sunday) on which commercial banks are usually open for business in the Grand Duchy of Luxembourg.
C Share	means the single preferred share in registered form in the share capital of the Company having a nominal value of ten thousand US dollars (USD 10,000) and having the rights attached thereto as provided in these Articles of Association, held by the General Partner in its capacity as unlimited shareholder (associé commandité) of the Company.
Company	means BA-A1 S.C.A.
Company Law	means the Luxembourg law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended from time to time.
General Meeting	means the general meeting of the Shareholder(s).
General Partner	means Côteaux Investment Management S.à r.l., a société à responsabilité limitée, governed by the laws of Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
Limited Shareholder(s)	means the Special Limited Shareholder and the Other Limited Shareholders and "Limited Shareholder" means any of them.
Other Limited	means the holders of the B Shares (once issued).



Shareholders	
Shareholders	means the persons registered in the register of Shares of the Company as the holders of the issued Shares from time to time and “Shareholder” means any of them.
Shares	means the A Shares, the B Shares and the C Share.
Special Limited	means Côteaux ColInvest S.à.r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 412F, route d’Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
Shareholder	Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
Spotify	means Spotify Technology S.A., a public company limited by shares organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

**Art. 2. Form and Name.** The name of the Company is “BA-A1 S.C.A.”. The Company is a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) governed by the present Articles, the Company Law and the relevant legislation.

**Art. 3. Corporate Purpose.** The purpose of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in Spotify, in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

**Art. 4. Duration of the Company.** The Company is formed for a period of five (5) years, ending on 28 November 2019 (the “Initial Period”). The duration of the Company may be reduced or prolonged by a resolution adopted by the General Meeting in accordance with article 12.

**Art. 5. Registered Office.** The Company’s registered office is established in the municipality of Luxembourg. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment to these Articles, as per article 12 below. The registered office may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg, by a decision of the General Partner.

The General Partner may consider that extraordinary political or military developments or events are imminent or have occurred which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the communication between such office and persons abroad. In such circumstances, the registered office may be temporarily transferred abroad until complete cessation of these extraordinary circumstances. These temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, despite the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg company.

**Art. 6. Share Capital.** The subscribed share capital of the Company is set at forty thousand US Dollars (USD 40,000), represented by:

- a) three (3) A Shares, having a nominal value of ten thousand US dollars (USD 10,000) each held by the Special Limited Shareholder; and
- b) one (1) C Share, having a nominal value of ten thousand US dollars (USD 10,000) held by the General Partner, in representation of its unlimited partnership interest in the Company.

The rights and obligations attached to the Shares shall be identical, except to the extent otherwise provided by these Articles or the Company Law.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any Share in addition to its nominal value shall be transferred. The sums credited to the premium account may be used to pay for any Shares that the Company may repurchase from Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders in the form of a dividend and/or to allocate funds to the legal reserve.

The subscribed share capital and the authorised share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment to these Articles, as per article 12 below. In case of a share capital increase through the issuance of new shares, each Shareholder has a preferential subscription right to subscribe new shares, whether such share capital increase shall occur by way of a contribution in cash or a contribution in kind.

The authorized share capital of the Company is set at twenty nine million six hundred and seventy thousand US Dollars (USD 29,670,000) divided into two hundred and ninety seven (297) A Shares and two thousand six hundred and seventy (2,670) B Shares, each share of each class having a nominal value of ten thousand US Dollars (USD 10,000) each.

The General Partner is authorised (during a period of five years ending after the date of publication of the deed of incorporation of the Company in the Mémorial C and subject to renewal decided by the General Meeting and adopted in the manner required for amendment to these Articles, as per article 12 below) to:

- a) increase on one or several occasions the subscribed share capital of the Company within the limits of the authorised share capital and to issue such type and number of Shares, with or without share premium, as the General Partner may determine; and
- b) record by way of notarial deed each and any issuance of Shares and to amend article 6 of these Articles and the register of Shares of the Company accordingly.

For the avoidance of doubt, the General Partner shall not be entitled to remove or limit the preferential subscription right of the existing shareholders, whether such share capital occurs by way of a contribution in cash or a contribution in kind.

**Art. 7. Shares.** All Shares are and will remain in registered form (actions nominatives), fully subscribed and entirely paid up.

A register of Shares will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any Shareholder. Such register shall set forth the name of each Shareholder, his/her/its residence or elected domicile, the number of Shares held by him/her/it, the amounts paid up on each Share, the transfer/subsorption of Shares and the dates of such transfer/subsorption as well as any security rights granted on the Shares from time to time. Each Shareholder will notify his/her/its address and any change thereof to the Company by registered mail.

The Company may rely on the last address received from a Shareholder. Ownership of the Shares will be established by the entry in the register of Shares.

Certificates of these entries may be issued to the Shareholders and such certificates, if any, will be signed by the General Partner.

The Company will recognise only one (1) owner per Share. Where a Share is held by more than one (1) person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one (1) person has been designated as sole owner vis-à-vis the Company. The same rule applies in case of a conflict between a usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nupropriétaire) or between a pledgor and a pledgee.

**Art. 8. Redemption of Shares.** Save as otherwise agreed between the Company and the Shareholders, Shares shall not be redeemable at the option of the Shareholders.

Shares can be redeemed by the Company in accordance with the Company Law, except for the C Share.

#### **Art. 9. Transfer of Shares.**

##### 9.1 Permitted Transfers

Notwithstanding the provisions herein, the provisions of article 9.3 (Right of first refusal) and article 9.4 (General Partner's prior approval) shall not apply with respect to any transfer of B Shares by any Shareholder to

- a) any of its Affiliates ("Permitted Transfer"); or
- b) (ii) in the case of any of the Shareholders that is itself a pooled investment vehicle, to any partner, member or shareholder of such Shareholder, provided that such transfer shall only occur either (i) in the context of a liquidation of that pooled investment vehicle at the end of its term or (ii) after the Initial Period.

For the purposes of this article, the term "Affiliate" means, with respect to a Shareholder, any person controlled by, controlling or under common control with that Shareholder; and "control" in this context means the holding of more than 50% of the share capital and/or the voting rights of a person or otherwise having the ability to appoint the executive officers of a person or the majority of the board members of a person (provided however that, for the purposes hereof, none of the Shareholders shall be deemed to be an Affiliate of the Company).

In the case of a Permitted Transfer to an Affiliate, where such Affiliate subsequently is about to cease to qualify as an Affiliate of the original holder of the B Shares that were transferred to it and thus become a former Affiliate, then the Affiliate and such original holder shall ensure that the B Shares are, prior to the transferee Affiliate actually becoming a former Affiliate, re-transferred either to the original holder or to another Affiliate of the original holder of the B Shares that will continue to qualify as the original holder's Affiliate. If the transferee Affiliate fails to do so prior to becoming a former Affiliate, then it shall be deemed to have served a Notification within the meaning of article 9.2 of these Articles, irrevocably offering to sell all of its B Shares at their nominal value to the Limited Shareholders pro rata to their respective holdings of Shares in the Company.

##### 9.2 Transfer notification

Prior to any transfer by a Shareholder (the "Transferor") of part or all of its B Shares (the "Offered Shares") to a Shareholder or third party (the "Transferee"), even if it qualifies as a Permitted Transfer, the Transferor shall first provide notice of the proposed transfer (the "Proposed Transfer") to the General Partner, specifying the identity of the Transferee (Shareholder or third party), the identity of the persons controlling the Transferee (as the case may be), a description of the type and the number of the Offered Shares, the price and any other consideration agreed with the Transferee and a description of how the Proposed Transfer is to be effected including the material terms and conditions thereof (the "Notification"). The Notification shall also include a copy of any written proposal, term sheet or letter of intent or other agreement relating to the Proposed Transfer. Once received by the General Partner, the Notification shall be promptly notified by the General Partner to each Limited Shareholder at the same time and in such a way as to arrive within no more than three (3) Business Days after the date of issue by the General Partner.

##### 9.3 Right of first refusal

In the event of a Proposed Transfer which does not qualify as a Permitted Transfer, each Transferor grants to the other Limited Shareholders (including any Limited Shareholder who is the Transferee), a right of first refusal over the Offered Shares. The Limited Shareholders shall have, as from the date on which the General Partner notifies the Limited Shareholders of the Notification, a period of thirty (30) calendar days to notify the Transferor and the General Partner

of their intention to exercise their right of first refusal (the “Right of First Refusal Period”). The Shareholders who have exercised their right of first refusal shall be referred to as the “Accepting Shareholders”. If the Transferee is a Limited Shareholder, it shall automatically be deemed to have exercised its right of first refusal and thus to be an Accepting Shareholder.

The following additional terms shall apply to the right of first refusal:

a) The purchase price for each of the Offered Shares shall be:

- in the case of a Proposed Transfer entirely for cash consideration, the purchase price per share agreed upon by the Transferor and the Transferee, or

- in all other cases (in particular, but without limitation, in the event of a gift, inheritance, exchange, contribution, merger or any combination of such forms of ownership transfer), either (i) the fair market value agreed between the Transferor and the Accepting Shareholders or (ii) in the absence of agreement, the fair market value determined by Deloitte Luxembourg (the “Expert”); it being agreed that if the Expert is not available, refuses or is otherwise not be in a position to carry out its/his/her valuation as required herein, the General Partner shall, within ten (10) calendar days appoint an alternative expert. The provisions of article 9.6 shall apply to the valuation by the Expert.

- if an Expert valuation is required, the Right of First Refusal Period shall, in respect of each Limited Shareholder, be extended until thirty (30) calendar days after the date on which such Limited Shareholder receives a copy of the Expert’s valuation.

b) The Offered Shares shall initially be offered to the Limited Shareholders pro rata to their existing shareholdings inter se. If the total number of Offered Shares that the Accepting Shareholders agree to purchase is equal or greater to the number of Offered Shares, the Offered Shares will be sold to the Accepting Shareholders pro rata to their respective shareholdings. Any Offered Shares remaining after the expiry of the Right of First Refusal Period (in the event certain Shareholders decide not to exercise their right of first refusal or certain Accepting Shareholders cap the number of Shares they intend to purchase or in case of rompus) will be offered by the General Partner (on behalf of the Transferor) (i) in priority to the Special Limited Shareholder (up to such number of Shares as it indicates within five (5) Business Days it wishes to purchase) and then, if any Offered Shares remain, (ii) to the Other Limited Shareholders who are Accepting Shareholders and who must each indicate within an additional five (5) Business Days how many of the remaining Offered Shares it wishes to purchase in excess of its original pro rata entitlement (the “Excess Subscribers”). In the event of the remaining Offered Shares being oversubscribed, they shall be allocated to the Excess Subscribers in proportion to their shareholdings inter se. The Right of First Refusal Period shall be extended accordingly and shall expire either when the Special Limited Shareholder indicates pursuant to (i) above that it wishes to purchase all remaining Offered Shares or upon the expiry of the five Business Days referred to in (ii) above.

c) The right of first refusal may only be exercised in respect of all of the Offered Shares (i.e., for the right of first refusal right to be validly exercised, the total number of Shares to be purchased by the Accepting Shareholders, the Special Limited Shareholder (if included in the Accepting Shareholders) and/or the Excess Subscribers must in the aggregate be equal to the number of the Offered Shares);

d) If the right of first refusal is exercised in respect of all of the Offered Shares pursuant to article 9.3b) above, the transfer of the Offered Shares to the Limited Shareholders shall take place within fifteen (15) days after the expiry of the Right of First Refusal Period;

e) If the right of first refusal is not exercised in respect of all of the Offered Shares pursuant to article 9.3b) above, the Transferor may (subject to article 9.4) proceed with the Proposed Transfer in strict compliance with the terms of the Notification, provided that such Proposed Transfer is completed within sixty (60) calendar days after the expiry of the Right of First Refusal Period (whereafter, if the Transferor still wishes to sell the Offered Shares, the right of first refusal procedure shall apply de novo).

#### 9.4 General Partner’s prior approval

If the Offered Shares are not purchased by the Limited Shareholders pursuant to the right of first refusal procedure set out in article 9.3, then the Proposed Transfer shall be subject to the General Partner’s express prior approval. For the avoidance of doubt, transfers that are Permitted Transfers or that are carried out pursuant to the right of first refusal procedure (with the result that all of the Offered Shares are transferred to Limited Shareholders) do not require the General Partner’s approval.

The General Partner shall within 15 (fifteen) calendar days after the expiry of the Right of First Refusal Period inform the Transferor whether it accepts or rejects the Proposed Transfer, at its sole discretion. If the General Partner does not notify its approval within this period, then the approval shall be deemed to have been refused.

#### 9.5 General provisions

The transfer of Shares may be effected by a written declaration of transfer recorded in the register of Shares, such declaration of transfer to be dated and executed by the transferor and the transferee, by persons holding the suitable powers of attorney to do so, or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for under Article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

As evidence of the transfer, the Company may also accept instruments of transfer it deems sufficient to evidence the consent of the transferor and the transferee.

## 9.6 Provisions applicable to the Expert

The Company and the Transferor shall cooperate with the Expert and provide all such information relating to the Company and the Proposed Transfer as the Expert may reasonably require, and the Expert shall be entitled (to the extent it considers appropriate) to base his/her/its valuation on such information.

In determining the fair market value of the Offered Shares, the Expert shall apply no premium (entire company or controlling interest sold) or discount (minority interest only sold) in relation to the size of any holding, shall assume a willing buyer and willing seller at arm's length and shall further ignore any restriction on transfer contained in these Articles.

The Expert shall be restricted and limited to determining the fair market value of the Offered Shares and the Expert shall not be authorised to undertake a revision or restatement of the terms and conditions of the Proposed Transfer.

All matters under this article 9.6 shall be conducted, and the Expert's decisions shall be written, in the English language. The Company will request the Expert to deliver the valuation as soon as reasonably practicable. The Expert valuation shall be binding on the parties. The costs of the Expert shall be borne by the Transferor.

## 9.7 Prohibition on Transfer of A Shares or C Share

Notwithstanding the provisions above,

a) the Special Limited Partner shall not be entitled to transfer its A Shares, except to any of its Affiliates (as such term is defined in article 9.1 of these Articles) and the provisions of that article 9.1 shall apply mutatis mutandis; and

b) the General Partner shall not be entitled to transfer its C Share (except that it shall be obliged to transfer its C Share to a new general partner appointed by the General Meeting pursuant to article 13).

**Art. 10. Powers of the General Meeting.** Any regularly constituted General Meeting represents the entire body of Shareholders. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all operations of the Company.

**Art. 11. Annual General Meeting - Other General Meetings.** The annual General Meeting must be held, in accordance with the Company Law, at the Company's registered office or at any other place within the municipality of the registered office as specified in the convening notice of the annual General Meeting, on the third Thursday of June of each year at 11.00 am. If such day is not a Business Day, the annual General Meeting shall be held on the next following Business Day.

Notwithstanding the above and in the absolute and final judgment of the General Partner, the annual General Meeting may be held abroad if exceptional circumstances so require.

The minutes of the General Meetings shall be kept at the Company's registered office.

## **Art. 12. Notice, quorum, convening notices, powers of attorney and vote.**

### 12.1 Convening of the General Meeting

The notice periods and quorum provided for by the Company Law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

The General Partner shall convene a General Meeting in accordance with the Company Law.

General Meetings (other than the annual General Meeting) shall be held at such places and times specified in the respective convening notices.

Written notices convening any General Meeting shall be sent to all registered Shareholders at least eight (8) calendar days prior to the date of the General Meeting by mail to their address appearing in the register of Shares held by the Company.

Where all the Shares are in registered form, the written convening notices may be sent by registered mail or international courier only.

General Meetings may be held without prior written convening notice if all Shareholders are present and/or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the meeting.

A Shareholder may act at any General Meeting by appointing in writing another person, who need not be a Shareholder, as his/her/its proxy, whether in original, by fax or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed.

Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communication whereby (i) all the Shareholders attending the General Meeting can be identified, (ii) all persons participating in the General Meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the General Meeting is live and ongoing and (iv) the Shareholders can properly deliberate. Participation in a General Meeting by those means is equivalent to presence in person at such General Meeting.

### 12.2. Decisions of the General Meeting

Each Share carries one (1) vote at General Meetings.

12.2.1. Except as otherwise required by law or these Articles, resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by a simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the subscribed share capital of the Company represented.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted in a General Meeting where at least one half (1/2) of the subscribed share capital of the Company is present or represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, in the case of amendments that relate to the objects or the form of the Company, the text of those amendments. Resolutions to change the Articles must be adopted by at least three-quarters of the votes cast at such a General Meeting.

12.2.2 In addition to the majority provided in article 12.2.1 above whenever the approval of the General Meeting is required, as the case may be, the following decisions or actions shall require the express prior approval of the Other Limited Shareholders who either by themselves or together hold at least two thirds (2/3) of the outstanding issued B Shares of the Company:

- a) any amendment of the Company's Articles (other than pursuant to a share capital increase within the limits of the authorised share capital by the General Partner as envisaged in article 6);
- b) any issue of new Shares in the Company (other than pursuant to a share capital increase within the limits of the authorised share capital by the General Partner as envisaged in article 6);
- c) any extension of the Initial Period;
- d) the winding up of the Company (other than pursuant to article 23);
- e) the Company consenting to the terms of any initial public offering lock-up undertaking in relation to Spotify that is more restrictive than the terms set forth in the current shareholders agreement relating to Spotify;
- f) the Company entering into any merger, partnership or joint venture;
- g) the Company creating any subsidiaries;
- h) the Company (or the General Partner, to the extent it might have an impact on the Company) entering into any related party transactions with any of (i) the General Partner, the Special Limited Shareholder or the Other Limited Shareholders, (ii) any of their respective Affiliates, (iii) any natural person that is a direct or indirect shareholder of the General Partner, the Special Limited Shareholder, the Other Limited Shareholders or of any such Affiliate or (iv) any person related by blood, marriage or civil partnership to any such natural person;
  - i) the Company taking and/or implementing any decisions not on an arm's length basis;
  - j) the Company commencing, discontinuing or settling any material litigation;
  - k) subject to any legal or contractual obligation of the Company to sell all or part of Spotify shares, the Company selling any Spotify shares at a price that attributes an equity valuation to Spotify that is less than the equity valuation agreed between the Company and the Shareholders as at the date of these Articles; and
  - l) the Company employing any employees.

12.2.3 In addition to the majority provided in article 12.2.1 above whenever the approval of the General Meeting is required, as the case may be, the following decisions or actions shall require the express prior approval of each of the Other Limited Shareholders:

- (a) creating any liens, charges, security interests, mortgages, pledges or any encumbrances whatsoever over any of the Company's assets;
- (b) the Company taking out or subscribing to any loan, bonds, debt or borrowings of any kind;
- (c) moving the tax base of the Company outside Luxembourg or changing the nationality of the Company;
- (d) the Company granting any form of guarantee or indemnity, except with respect to any guarantee that the Company is required to grant in connection with the disposal of any Spotify shares;
- (e) any change in the nature of the business or the purpose of the Company; and
- (f) any increase in the liability of any of the shareholders, in their capacity as such, towards the Company.

The right to propose any of the decisions or actions set out in articles 12.2.2 and 12.2.3 shall lie with the General Partner, however, if the General Partner does propose any such decision or action and it is approved by the requisite majority of Other Limited Shareholders, then the General Partner shall not have a veto right in respect of any such approved matter. In addition, the General Partner shall not have a veto right in respect of any decision or action to remove him in accordance with the provisions of article 13 of these Articles.

**Art. 13. Management.** The Company is managed by Côteaux Investment Management, which shall be the unlimited shareholder (actionnaire commandité) and which shall be indefinitely, jointly and severally liable with the Company for all liabilities which cannot be paid out of the assets of the Company.

The General Partner may be removed by a resolution of the General Meeting voting with the quorum and majority requirements set by these Articles for the amendment thereof, including the affirmative vote of a two-thirds (2/3) majority of the B Shares, upon the occurrence of any of the following events: (a) the conviction of the General Partner, the managers of the General Partner and/or the controlling shareholders of the General Partner of a criminal offence (other than a minor road traffic offence), (b) the General Partner being found guilty by a court of competent jurisdiction to have breached the General Partner's fiduciary or similar duties to the Company under applicable law, (c) the disqualification from acting as a general partner of a company under any applicable law, or (d) the General Partner taking any action or a set of actions that constitute gross negligence, fraud or wilful misconduct, or is reasonably likely to cause material reputational damage to the Company and its business.



**Art. 14. General Partner.** The General Partner is, in accordance with these Articles, vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorize and/or perform or cause to be performed all acts of disposal and administration falling within the corporate objects of the Company.

The General Partner is also, except as otherwise provided for in these Articles, vested of the broadest powers in order to proceed to divestment operations.

All powers which are not expressly reserved to the General Meeting by the Company Law or by these Articles fall within the competence of the General Partner.

**Art. 15. Limited Shareholders.** The Limited Shareholders shall, vis-à-vis third parties, neither participate in nor interfere with the management of the Company. The Limited Shareholders may however, vis-à-vis the Company, exercise such rights as are provided for in the Company Law.

**Art. 16. Delegation of management.** The General Partner is entitled to delegate the conduct of management of the Company's assets to a third party in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, subject to any contractual arrangement among the General Partner and the Other Limited Shareholders.

**Art. 17. Binding signatures.** The Company shall be bound towards third parties by the signature of the General Partner.

The Company shall further be bound by the signature or joint signature of any person(s) to whom the General Partner has granted specific signatory powers, and only within the limits of those powers.

**Art. 18. Liability.** The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities of the Company to the extent that they cannot be paid out of the assets of the Company.

The Limited Shareholders bear a liability that is limited to the share of the capital they have contributed to the Company. In accordance with article 108 of the Company Law, any Limited Shareholder who signs on behalf of the Company or who carries out an act of management, even by virtue of a power of attorney, shall, vis-à-vis third parties, incur the same liabilities as the General Partner. A Limited Shareholder shall also be jointly and severally liable to third parties for commitments in which it did not participate, if it has regularly managed the business of the Company.

**Art. 19. Conflict of interests.** Without prejudice to article 12.2.2(h) above, no contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

**Art. 20. Audit.** The operations of the Company shall be supervised by an independent external auditor - réviseur d'entreprises agréé - (the "External Auditor"). The External Auditor shall be elected for the first time by a resolution to be passed immediately following the incorporation of the Company and thereafter by the annual General Meeting and serve until its successor shall have been elected. A change of External Auditor is subject to the consent of the General Partner.

Should the Company not elect an External Auditor, it will appoint a supervisory board (conseil de surveillance) (the "Supervisory Board") within the meaning of article 109 and following the Company law.

**Art. 21. Accounting Year.** The accounting year of the Company shall begin on 1<sup>st</sup> January and end on the 31<sup>st</sup> December.

**Art. 22. Annual Accounts.** The General Partner shall at the end of every accounting year provide the annual accounts of the Company and an inventory in the form required by the Company Law.

At any time during the period of fifteen (15) days prior to the annual General Meeting, each Shareholder may inspect at the Company's registered office inter alia the above inventory, the Company's balance sheet and the profit and loss account, together with the reports of the General Partner and the independent external auditor of the Company.

**Art. 23. Allocation of Profits.** From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the legal reserve in accordance with the Company Law. This allocation ceases to be a requirement as soon as the legal reserve reaches ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company as provided in article 6 of these Articles from time to time, and becomes compulsory again as soon as the reserve falls below ten per cent (10%).

Holders of A Shares, B Shares and C Shares shall receive distributions according to the following priority order:

(i) first, the Company shall distribute an amount to each A Share, B Share and C Share in the Company, up to an aggregate amount of the paid-up contribution (nominal and premium) made in respect of any such Share (but taking into account all prior distributions);

(ii) then, any amount available for distribution from net income and/or net capital gains after paying all Shareholders an amount equal to their respective paid-up contributions pursuant to paragraph (i) above, shall be distributed as to eighty-eight percent (88%) to the B Shares and the C Share (pro rata to their respective paid-up contribution (nominal and premium)) and as to twelve percent (12%) to the A Shares (again pro rata to their respective paid-up contribution (nominal and premium)).

Upon the final distribution of all assets of the Company following its liquidation, the liquidator of the Company will require the External Auditor (or another independent external auditor appointed to this effect by the General Partner)

to confirm that the Special Limited Shareholder in its capacity as the holder of the A Shares has not, in aggregate, received an amount as carried interest in excess of 12% of the profits of the Company. To the extent that the External Auditor or other independent external auditor (as the case may be) is unable to confirm this and identifies an excess, the Special Limited Shareholder shall be required to repay such excess to the Company (which shall distribute such amounts to in accordance with the above profit allocation, but in such a way as to create another excess), provided that the maximum amount that the Special Limited Shareholder shall be required to repay shall be limited to the amount distributed to it, less any taxation paid or payable by it.

The General Partner is authorised to distribute interim dividends in accordance with the provisions of the Company Law.

**Art. 24. Dissolution.** The Company is not automatically dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, bankruptcy, insolvency or any similar event affecting the General Partner.

The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment to these Articles, as per article 12 above. The Company shall be dissolved upon the earlier to occur of (a) the removal of the General Partner (unless a successor General Partner is appointed within 60 days) and (b) the expiration of the Initial Period (subject to extension as provided herein). In the event of the dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one (1) or more liquidators (whether physical or legal persons) appointed at the General Meeting resolving to enter into liquidation. The General Meeting will also determine the powers and remuneration of the liquidator(s).

After payment of or provision for all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the Shareholders so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions in article 23 above.

**Art. 25. Applicable law.** All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Company Law and (except for provisions of applicable law that cannot be waived), any agreement entered into from time to time with the Shareholders.

**Art. 26. Charges and expenses.** Remuneration of the General Partner

The General Partner is entitled to receive from the Company such remuneration as may be contractually agreed with the Shareholders.

Operational expenses

The Company will pay all expenses incurred in the scope of its operation and administration, including (but this list is not exhaustive): services providers (including the External Auditor's fees), legal, corporate and tax costs and fees, accounting costs, costs related to the publishing and posting of any reports and the costs associated with Shareholder meetings or consulting with Shareholders and, bank charges and interest on loans.

The General Partner will bear its own overhead expenses, including compensation of employees, rent, utilities, and other similar expenses. The General Partner will cover liability insurance for managers, officers, employees of the General Partner, and people appointed by the General Partner to be manager, administrator or board member.

#### *Transitional provisions*

The first accounting year begins on the date hereof and ends on December 31<sup>st</sup>, 2015.

#### *Subscription and payment*

The Articles having thus been established,

- Côteaux Investment Management S.à r.l., represented as described above, hereby declares that it subscribes for one (1) C Share for an aggregate amount of ten thousand US Dollars (USD 10,000).

- Côteaux ColInvest S.à r.l., represented as described above, hereby declares that it subscribes for three (3) A Shares for an aggregate amount of thirty thousand US Dollars (USD 30,000).

All these shares have been fully paid up by the Shareholders above mentioned by a payment in cash, so that the amount of forty thousand US Dollars (USD 40,000) paid by the Shareholders is from now on at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the notary by means of a blocking certificate (certificat de blocage).

#### *Declaration*

The notary declares that the conditions prescribed by Article 26 of the Company Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles also comply with the provisions of Article 27 of the Company Law.

#### *Costs*

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).



*Resolutions of the shareholders*

The parties appearing before the notary, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to hold a General Meeting.

Having first verified that the General Meeting was regularly constituted, the Shareholders passed with the consent of the General Partner, the following resolutions by unanimous vote:

- that the purpose of the Company has been determined and that the Articles have been set;
- that Ernst & Young S.A., a public company limited by shares governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, established and having its registered office in 7, Rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg, section B, under B.47771, has been appointed as the External Auditor of the Company; and
- that the address of the registered office of the Company is established at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

WHEREOF the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

The notary, who understands and speaks English, declared that at the request of the Shareholders, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of said party and in case of discrepancy between the English and the French versions, the English version shall prevail.

This deed having been read to the proxy holders of the Shareholders, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, said proxy holders, together with the notary, signed the present deed.

**Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mil quatorze, le vingt-huit novembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

**ONT COMPARU:**

1. Côteaux Investment Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social à 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg,

2. Côteaux ColInvest S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social à 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ici représentée par Madame Virginie PIERRU, clerc de notaire, résidant professionnellement au 12, rue Jean Engling L-1466 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par les mandataires des Actionnaires ainsi que par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte notarié pour être soumises ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées tel que décrit ci-dessus, ont requis le notaire soussigné d'enregistrer l'acte de constitution d'une société en commandite par actions qu'elles déclarent constituer et de dresser les statuts qu'elles ont arrêtés comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Définitions.** Pour ce qui est de l'interprétation de ces statuts, à moins que le contexte ne l'indique de manière différente, les termes suivants auront les significations suivantes:

Actionnaire Commandité	signifie Côteaux Investment Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe à 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.
Actionnaires Commanditaires	signifie le Special Limited Shareholder, et les Other Limited Shareholders, et «Actionnaires Commanditaires» signifie chacun d'eux.
Actionnaires	signifie les personnes enregistrées dans le registre des actionnaires de la Société, en tant que détenteurs d'Actions émises, de temps à autre, et «Actionnaire» signifie n'importe lequel d'entre eux.
Actions	signifie les Actions de Classe A, les Actions de Classe B et les Actions de Classe C.
Actions de Classe A	signifie les actions de préférence nominatives dans le capital social de la Société ayant une valeur nominale de dix mille dollars (USD 10.000) chacune, ayant les droits attachés auxdites actions, tels que prévus dans les présents Statuts; et «Action de classe A» signifie n'importe laquelle d'entre elles.
Actions de Classe B	signifie les actions ordinaires nominatives dans le capital social de la Société ayant une valeur nominale de dix mille dollars (USD 10.000) chacune, ayant les droits attachés auxdites actions, tels que prévus dans les présents Statuts, et qui seront émises par la Société au profit des Other Limited Shareholders; et Action de Classe B signifie n'importe laquelle d'entre elles.

Actions de Classe C	signifie l'action de préférence nominative dans le capital social de la Société ayant une valeur nominale de dix mille dollars (USD 10.000) et ayant les droits attachés à ladite action, tels que prévus dans les présents Statuts, détenue par l'Actionnaire Commandité en sa capacité d'actionnaire commandité de la Société
Assemblée Générale	signifie l'assemblée générale des Actionnaires.
Loi	Signifie la Loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre.
Jour Ouvrable	signifie toute journée (autre qu'un samedi ou un dimanche) pendant laquelle les banques commerciales sont normalement ouvertes au public au Luxembourg.
Other Limited Shareholders	signifie les détenteurs d'Actions de Classe B, dès que ces dernières auront été émises.
Special Limited Shareholder	signifie Côteaux ColInvest S.à.r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe à 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.
Société	signifie BA-A1 S.C.A.
Spotify	Signifie Spotify Technology S.A., une société anonyme constituée en vertu de la législation du Grand Duché du Luxembourg.
Statuts	signifie les présents statuts de la Société tels que modifiés de temps à autre.

**Art. 2. Forme et Dénomination.** La dénomination de la Société est "BA-A1 S.C.A.". La Société est une société en commandite par actions gouvernée par les présents Statuts, la Loi et la législation applicable.

**Art. 3. Objet Social.** L'objet de la Société est d'accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans Spotify, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

**Art. 4. Durée de la Société.** La Société est constituée pour une durée de cinq (5) ans, jusqu'au 28 novembre 2019 (la «Période Initiale»). La durée de la Société peut être réduite ou prolongée par une décision prise par l'Assemblée Générale en application des Statuts, conformément aux dispositions de l'article 12.

**Art. 5. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi dans la municipalité de Luxembourg. Il pourra être transféré vers toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale statuant de la manière requise pour la modification des Statuts, dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessous. Dans les limites de la commune de Luxembourg, le siège social peut être transféré par une décision de l'Actionnaire Commandité.

Lorsque l'Actionnaire Commandité estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social, ou la communication aisée entre le siège social de la Société et l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social de la Société à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances extraordinaires. Ces mesures temporaires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, en dépit du transfert temporaire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

**Art. 6. Capital Social.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à quarante mille Dollars US (40.000,- USD), représenté par:

a) trois (3) Actions de Classe A ayant une valeur nominale de dix mille dollars (USD 10.000) chacune, détenues par le Special Limited Shareholder, et

b) une (1) Action de Classe C ayant une valeur nominale de dix mille dollars (USD 10.000) détenue par l'Actionnaire Commandité, en représentation de son responsabilité illimitée dans la Société.

Les droits et obligations attachés aux Actions sont identiques, à l'exception de ce qui est été prévu dans les présents Statuts ou dans la Loi.

En plus du capital social émis, un compte spécial de prime d'émission sur lequel toute prime payée pour une Action sera transférée, en plus de sa valeur nominale. Les sommes créditées sur le compte de prime d'émission pourront être utilisées pour le paiement des Actions que la Société rachèterait aux Actionnaires, pour compenser toute perte nette réalisée, pour procéder à des distributions aux Actionnaires sous la forme d'un dividende et/ou pour allouer des sommes à la réserve légale.

Le capital social souscrit et autorisé de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant de la manière requise en cas de modification des Statuts, dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessous. Dans l'hypothèse d'une augmentation du capital social par émission de nouvelles actions, chaque Actionnaire dispose d'un droit de souscription préférentielle sur les nouvelles actions, que cette augmentation du capital soit effectuée en numéraire ou en nature.

Le montant du capital autorisé s'élève à vingt-neuf million six cent soixante dix mille Dollars US (29.670.000 USD), divisé en deux cent nonante sept (297) Actions de Classe A et deux mille six cent soixante-dix (2.670) Actions de Classe B, chacune de ces actions disposant d'une valeur nominal de dix mille Dollars US (10.000 USD)

L'Actionnaire Commandité est autorisé (pour une durée de cinq ans, prenant fin après la date de publication de l'acte constitutif de la Société au Mémorial C, et sauf en cas de prolongation décidée par l'Assemblée Générale statuant de la manière requise en cas de modification des Statuts, dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessous) à:

- a) augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit dans les limites du montant du capital autorisé et émettre un nombre d'Actions, avec ou sans prime d'émission, tel que décidé par l'Actionnaire Commandité; et
- b) enregistrer sous forme d'acte notarial toute émission d'Actions et modifier l'article 6 des Statuts ainsi que le registre des Actionnaires en conséquence.

Pour autant que de besoin, l'Actionnaire Commandité ne peut en aucun cas refuser ou limiter le droit de souscription préférentielle des Actionnaires existants, que cette augmentation de capital soit effectuée en numéraire ou en nature.

**Art. 7. Actions.** Toutes les Actions sont nominatives, pleinement souscrites et entièrement libérées.

Un registre des Actionnaires est tenu au siège social, où il peut être consulté par tout Actionnaire. Ce registre contient le nom de tout Actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'Actions qu'il détient, le montant libéré pour chacune de ses Actions, ainsi que la mention des cessions/souscriptions d'Actions et les dates de ces cessions/souscriptions ainsi que toutes garanties accordées sur les Actions de temps à autre. Chaque Actionnaire notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur.

La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'Actionnaire qu'elle a reçue. La propriété des Actions est établie par inscription dans ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions peuvent être émis aux Actionnaires et ces certificats, s'ils sont émis, seront signés par l'Actionnaire Commandité.

La Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par Action. Dans le cas où une Action viendrait à appartenir à plusieurs personnes, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous droits attachés à cette Action jusqu'au moment où une (1) personne aura été désignée comme propriétaire unique vis-à-vis de la Société. La même règle sera appliquée en cas de conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier et un débiteur gagiste.

**Art. 8. Rachat d'Actions.** Sauf s'il en est convenu autrement entre la Société et les Actionnaires, les Actions ne sont pas rachetables au choix des Actionnaires.

Les Actions pourront être rachetées par la Société conformément aux dispositions de la Loi, à l'exception de l'Action de Classe C.

**Art. 9. Cession des Actions.**

#### 9.1 Transferts autorisés

Nonobstant les dispositions décrites ici, les dispositions de l'Article 9.3 (Droit de Préemption) et de l'Article 9.4 (Agrément de l'Actionnaire Commandité) ne s'appliqueront pas aux transferts d'Actions de Classes B réalisée par tout Actionnaire au profit de:

- a) un de ses Affiliés («Transfert Autorisé»); ou
- b) un associé membre ou actionnaire de cet Actionnaire, dans le cas où l'Actionnaire est lui-même un véhicule collectif de placement, à condition que ce transfert s'effectue (i) dans le cadre d'une liquidation de ce véhicule collectif de placement, à l'expiration de son terme ou (ii) après la Période Initiale.

Pour les besoins du présent article, le terme «Affiliés» signifie, au regard de l'Actionnaire, toute personne contrôlée par, contrôlant, ou sous le contrôle commun de cet Actionnaire; et «contrôle», dans ce contexte, signifie la détention de plus de 50% du capital social et/ou des droits de vote d'une personne, ou la possibilité de nommer les dirigeants de cette personne ou la majorité des membres de son board (étant précisé que, pour les besoins des présentes, aucun des Actionnaires ne sera considéré comme étant un Affilié de la Société).

Dans le cas d'un Transfert Autorisé à un Affilié, et si cet Affilié est sur le point de cesser d'être qualifié d'Affilié du détenteur d'origine des Actions de Classe B qui lui ont été transférées, et ainsi sur le point de devenir un ancien Affilié, alors l'Affilié et le détenteur d'origine devront faire en sorte que les Actions de Classe B soient, avant que l'Affilié ne devienne effectivement un ancien Affilié, re-transférées soit au détenteur d'origine, soit à un autre Affilié du détenteur d'origine qui continuerait à être qualifié d'Affilié du détenteur d'origine. Si l'Affilié ne réalise pas le transfert avant d'être qualifié d'ancien Affilié, alors il sera considéré comme ayant envoyé une notification au sens de l'article 9.2 de ces Statuts, offrant irrévocablement de céder toutes les Actions de Classe B qu'il détient, à leur valeur nominale, aux Actionnaires Commanditaires, au pro rata de leur détention d'Actions de la Société.

#### 9.2 Notification du transfert

Préalablement à tout transfert effectué par un Actionnaire (le «Cédant») de tout ou partie de ses Actions de Classe B (les «Actions Cédées») à un Actionnaire ou à un tiers (le «Cessionnaire»), même dans l'hypothèse où il s'agirait d'un Transfert Autorisé, le Cédant devra notifier le projet de transfert (le «Projet de Transfert») à l'Actionnaire Commandité, en indiquant l'identité du Cessionnaire (Actionnaire ou tiers), l'identité des personnes contrôlant le Cessionnaire (selon le cas), une description du type et du nombre d'Actions, le prix et toute autre contrepartie qui aurait été convenue avec le Cessionnaire et une description des modalités selon lesquelles le Projet de Transfert sera réalisé, y inclus les principaux termes et conditions (la «Notification»). La Notification comprendra également une copie de toute proposition écrite, termes et conditions, lettre d'intention ou tout autre accord en relation avec le Projet de Transfert. Dès lors que la

Notification du transfert aura été reçue par l'Actionnaire Commandité, celui-ci devra la transmettre à chaque Associé Commanditaire, en même temps et de la même manière, afin qu'elle leur parvienne dans un délai maximum de trois (3) Jours Ouvrables à compter de sa date d'émission par l'Actionnaire Commandité.

### 9.3 Droit de préemption

Dans l'éventualité d'un Projet de Transfert qui ne serait pas qualifié de Transfert Autorisé, chaque Cédant accorde aux autres Actionnaires Commanditaires (y compris tout Actionnaire Commanditaire qui serait le Cessionnaire), un droit de préemption sur les Actions Cédées. Les Actionnaires Commanditaires, disposeront, dès la date à laquelle l'Associé Commandité leur aura notifié la Notification, d'un délai de trente (30) jours calendaires pour notifier le Cédant et l'Actionnaire Commandité de leur intention d'exercer le droit de préemption (la «Période du Droit de Préemption»). Les Actionnaires qui ont exercé leur droit de Préemption seront désignés les «Actionnaires Acceptants». Si le Cessionnaire est un Actionnaire Commanditaire, il sera automatiquement considéré comme ayant exercé son Droit de Préemption et donc un Actionnaire Acceptant.

Les dispositions suivantes s'appliqueront au droit de préemption:

a) Le prix d'acquisition pour chacune des Actions Cédées sera:

- convenu par le Cessionnaire et le Cédant, dans l'hypothèse d'un Projet de Transfert effectué pour une contrepartie uniquement en numéraire, ou

- dans toutes les autres hypothèses (y compris, sans que cette liste ne soit exhaustive, en cas de don, succession, échange, apport, fusion ou toute autre combinaison de toute forme de transfert de propriété), le prix sera soit (i) égal à la juste valeur de marché convenue entre le Cédant et les Actionnaires Acceptants ou (ii) en absence d'accord, la juste valeur de marché, telle que déterminée par Deloitte Luxembourg (l'«Expert»); étant entendu que si l'Expert n'est pas disponible, refuse, ou n'est pas en mesure d'effectuer son estimation telle que requise ici, l'Actionnaire Commandité nommera, sous dix (10) jours calendaires, un autre expert. Les dispositions de l'article 9.6 s'appliquent à la présente estimation de l'Expert.

- si une estimation de l'Expert est nécessaire, la Période du Droit de Préemption devra, pour chaque Actionnaire Commanditaire, être étendue pour une durée de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception par chacun des Actionnaires Commanditaires de la copie de l'estimation de l'Expert.

b) Les Actions Cédées seront initialement offertes aux Actionnaires Commanditaires au prorata de leurs participations inter se. Si le nombre total d'Actions Cédées que les Actionnaires Acceptants souhaitent acquérir est égal ou supérieur au nombre d'Actions Cédées, elles seront cédées aux Actionnaires Acceptants au prorata de leur participation respective. Toute Action Cédée restante après l'expiration de la Période du Droit de Préemption (dans l'hypothèse où certains Actionnaires décideraient de ne pas exercer leur droit de préemption, certains Actionnaires Acceptants plafonnent le nombre d'Actions qu'ils avaient l'intention d'acheter, ou en cas de rompus) sera offerte à l'Actionnaire Commandité (pour le compte du Cédant) (i) en priorité au Special Limited Shareholder (jusqu'à concurrence du nombre d'Actions qu'il aura indiqué vouloir acquérir dans les cinq (5) Jours Ouvrables) puis, s'il reste des Actions Cédées, (ii) aux Other Limited Shareholders qui devront être des Actionnaires Acceptants et qui devront indiquer dans les cinq (5) jours Ouvrables suivants le nombre d'Actions Cédées qu'ils souhaitent acquérir en plus du nombre d'Actions auxquelles ils ont droit (les «Souscripteurs Excédentaires»). Dans l'hypothèse où les Actions Cédées restantes feraient l'objet d'une sursouscription, elles sont allouées aux Souscripteurs Excédentaires à hauteur de leur participation inter se. La Période du Droit de Préemption sera étendue, à cet effet, et expirera soit lorsque le Special Limited Shareholder indiquera qu'il souhaite acquérir toutes les Actions Cédées restantes en application du paragraphe (i) ou, à l'expiration des cinq (5) Jours Ouvrables mentionnées au paragraphe (ii) ci-dessus.

c) le droit de préemption ne pourra être exercé qu'au regard de la totalité des Actions Cédées (i.e., pour que le droit de préemption puisse être exercé, le nombre total d'Actions qui seront acquises par les Actionnaires Acceptants, le Special Limited Shareholder (s'il est inclus dans les Actionnaires Acceptants) et/ou les Souscripteurs Excédentaires devra en totalité être égal au nombre d'Actions Cédées);

d) si le droit de préemption est exercé pour la totalité des Actions Cédées conformément aux dispositions de l'article 9.3b) ci-dessus, le transfert des Actions Cédées aux Actionnaires Commanditaires devra être réalisé dans les quinze (15) jours après l'expiration de la Période du Droit de Préemption;

e) si le droit de préemption n'est pas exercé pour la totalité des Actions Cédées conformément à l'article 9.3b) ci-dessus, le Cédant pourra (sous réserve des dispositions de l'article 9.4) procéder au Projet de Transfert en conformité stricte avec les termes de la Notification, sous réserve que ce Projet de Transfert soit réalisé dans les soixante (60) jours calendaires après l'expiration de la Période du Droit de Préemption (après quoi, si le Cédant souhaite toujours céder les Actions Cédées, la présente procédure de droit de préemption s'appliquera de nouveau).

### 9.4 Agrément de l'Actionnaire Commandité

Si les Actions Cédées ne sont pas acquises par les Actionnaires Commanditaires en application de la procédure de droit de préemption prévue à l'article 9.3, alors le Projet de Transfert devra faire l'objet d'un agrément exprès et préalable de l'Actionnaire Commandité. Afin d'éviter toute ambiguïté, les transferts qui sont des Transferts Autorisés ou qui sont réalisés en application du droit de préemption (dont il résulterait que toutes les Actions Cédées sont transférées aux Actionnaires Commanditaires) ne sont pas soumis à l'agrément de l'Actionnaire Commandité.

L'Actionnaire Commandité disposera d'un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de l'expiration de la Période du Droit de Prémption pour informer le Cédant de son acceptation ou de son rejet du Projet de Transfert, et ce, à son entière discrétion.

Si le Projet de Transfert n'est pas approuvé par l'Actionnaire Commandité pendant cette période susvisée, alors l'accord sera réputé refusé.

#### 9.5 Dispositions générales

La cession de Actions peut s'effectuer par une déclaration écrite de la cession inscrite au registre des Actionnaires, cette déclaration de cession devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaire pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société peut également accepter comme preuve de cession d'autres instruments de cession prouvant les consentements du cédant et du cessionnaire, et jugés suffisants par la Société.

#### 9.6 Dispositions applicables à l'Expert

La Société et le Cédant coopéreront avec l'Expert et fourniront toutes les informations afférentes à la Société et au Projet de Transfert que l'Expert pourrait raisonnablement demander. L'Expert aura le droit (dans la mesure du nécessaire) de baser son estimation sur ces informations.

Pour déterminer la juste valeur de marché des Actions Cédées, l'Expert n'appliquera aucune prime (cession de la société entière ou de participation de contrôle), ni décôte (cession uniquement d'une participation minoritaire) en relation avec la taille de toute participation, et devra également présumer de l'indépendance du vendeur et de l'acheteur et ignorer les restrictions quant au transfert contenues dans les présents Statuts.

La mission de l'Expert sera restreinte et limitée à l'évaluation de la juste valeur de marché des Actions Offertes et ne pourra en aucun cas modifier ou reformuler les termes et conditions du Projet de Transfert.

Tous les sujets relatifs au présents Article 9.6 seront traités en anglais, tout comme les décisions de l'Expert qui devront être rendues en anglais. La Société devra demander à l'Expert de rendre son évaluation dès que cela sera raisonnablement possible. L'évaluation de l'Expert s'imposera aux parties. Les frais de l'Expert seront supportés par le Cédant.

#### 9.7 L'interdiction de la cession des Actions de Classe A et de Classe C Nonobstant des dispositions ci-dessus:

a) le Special Limited Partner n'est pas autorisé à transférer ses Actions de Classe A, sauf à l'un de ses Affiliés (tel que ce terme est défini sous l'article 9.1 de ces Statuts), et les dispositions de l'article 9.1 s'appliquent mutatis mutandis; et

b) l'Actionnaire Commandité n'est pas autorisé à transférer son Action de Classe C (sauf s'il est obligé de la transférer à un nouvel actionnaire commandité nommé par l'Assemblée Générale en vertu de l'article 13).

**Art. 10. Pouvoirs de l'Assemblée Générale.** Toute Assemblée Générale régulièrement constituée représente tous les Actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

**Art. 11. Assemblée Générale annuelle - Autres Assemblées Générales.** L'Assemblée Générale annuelle se tient conformément à la Loi à l'adresse du siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège social indiqué dans les convocations de l'Assemblée Générale, le troisième jeudi de juin de chaque année à 11 heures. Si ce jour n'est pas un Jour Ouvrable, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier Jour Ouvrable suivant.

Nonobstant ce qui précède, l'Assemblée Générale annuelle peut se tenir à l'étranger si l'Actionnaire Commandité constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Les procès-verbaux des Assemblées Générales sont conservés au siège social de la Société.

#### **Art. 12. Convocation, quorum, avis de convocation, procurations et vote.**

##### 12.1. Convocation de l'Assemblée Générale

Sauf disposition contraire prévue aux présentes, les dispositions de la Loi relatives aux délais de convocation et au quorum s'appliquent à la convocation et la tenue des Assemblées Générales.

Les Actionnaires sont convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative de l'Actionnaire Commandité, conformément aux dispositions prévues par la Loi. Les Assemblées Générales (autres que les Assemblées Générales annuelles) se tiennent à la date au lieu indiqué dans les convocations.

Les convocations écrites pour toute Assemblée Générale sont envoyés à tous les Actionnaires nominatifs par lettre recommandée à leur domicile dont il est fait mention dans le registre des Actionnaires tenu par la Société au moins huit (8) jours calendaires avant la date de l'Assemblée Générale. Si toutes les Actions sont nominatives, les convocations écrites doivent être obligatoirement envoyées par courrier recommandé ou messagerie internationale. Si tous les Actionnaires sont présents et/ou représentés à une Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, l'Assemblée Générale pourra être tenue sans convocation préalable.

Chaque Actionnaire peut prendre part aux Assemblées Générales en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie ou par courriel muni d'une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise), une autre personne comme mandataire, Actionnaire ou non.



Tout Actionnaire peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) tous les Actionnaires participant à l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à l'Assemblée Générale peut entendre les autres participants et leur parler, (iii) l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les Actionnaires peuvent valablement délibérer. La participation à une Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à l'Assemblée Générale.

## 12.2. Résolutions des Assemblées Générales

Chaque Action donne droit à un (1) vote auprès de l'Assemblée Générale.

12.2.1. Les résolutions devant être adoptées en Assemblées Générales seront prises par les Actionnaires statuant à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social souscrit représenté.

Cependant, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptées en Assemblée Générale que si la moitié (1/2) au moins du capital souscrit est présent ou représenté et que si l'ordre du jour indique les modifications statutaires et, en cas de modification concernant l'objet ou à la forme de la Société, le texte des résolutions. Les résolutions relatives à la modification des Statuts devront alors être prises par une majorité d'Actionnaires détenant au moins trois-quarts (3/4) des voix exprimées lors d'une Assemblée Générale.

12.2.2. En sus des règles de majorité prévues à l'Article 12.2.1, dès lors qu'une Assemblée Générale est nécessaire, les décisions ou actions suivantes devront être préalablement et expressément autorisées par les Other Limited Shareholders détenant, soit par eux-mêmes, soit ensemble, au moins deux tiers (2/3) des Actions de Classe B émises par la Société:

- a) toute modification des Statuts de la Société (autre que résultant d'une augmentation du capital social via le capital autorisé par l'Actionnaire Commandité tel qu'envisagée par l'Article 6);
- b) toute émission de nouvelles Actions de la Société (autre que résultant d'une augmentation du capital social via le capital autorisé par l'Actionnaire Commandité tel qu'envisagée par l'Article 6);
- c) toute extension de la Période Initiale;
- d) la liquidation de la Société (autre que conformément à l'Article 23);
- e) l'accord de la Société à une période d'inaliénabilité des titres dans le cadre d'une offre publique initiale dans des termes plus restrictifs que ceux figurant dans le pacte d'actionnaires actuel de Spotify;
- f) le fait, pour la Société, de fusionner, entrer en partenariat ou former une entreprise commune;
- g) le fait, pour la Société, de constituer des filiales;
- h) le fait, pour la Société, (ou l'Actionnaire Commandité, si cela devait avoir un impact sur la Société) de conclure des opérations entre apparentés avec (i) l'Actionnaire Commandité, le Special Limited Shareholder ou les Other Limited Shareholders, (ii) un de leurs Affiliés respectifs, (iii) tout personne physique qui serait un actionnaire direct ou indirect de l'Actionnaire Commandité, du Special Limited Shareholder, des Other Limited Shareholders, ou de leurs Affiliés respectifs ou (iv) toute personne qui serait liée par le sang, le mariage, le pacte civil de solidarité à chacune de ces personnes physiques;
- i) le fait, pour la Société, de prendre ou de mettre en place des décisions qui ne seraient pas prises/mises en place de manière indépendante et à des conditions de marché (arm's length).
- j) le fait pour la Société d'initier, de mettre fin ou transiger sur un tout contentieux substantiel;
- k) le fait, pour la Société de céder tout titre Spotify à un prix correspondant à une valorisation des titres Spotify moins élevée que celle agréée entre les Actionnaires et la Société à la date des présentes, sauf si cela résulte d'une obligation légale ou contractuelle de la Société qui l'obligerait à céder tout ou partie des actions Spotify,
- l) le fait pour la Société de recruter des salariés.

12.2.3 En sus des règles de majorité nécessaires prévues à l'article 12.2.1 dès lors que l'accord de l'Assemblée Générale est nécessaire, les décisions ou actions suivantes requièrent l'autorisation préalable expresse de chacun des Other Limited Shareholders:

- a) la création de privilèges, charges, sûretés, hypothèques, nantissements ou toute charge quelle qu'elle soit, sur tout actif de la Société;
- b) le fait pour la Société de souscrire à tout prêt, obligations, emprunt de toute nature;
- c) le changement de la base d'imposition de la Société, en dehors du Luxembourg ou le changement de nationalité de la société;
- d) le fait pour la Société d'accorder toute forme de garantie ou d'indemnité, sauf en ce qui concerne les garanties que la Société serait tenue accorder en cas de cession des titres Spotify;
- e) le changement de la nature de l'activité ou de l'objet social de la Société; et
- f) tout augmentation de la responsabilité d'un des actionnaires, en sa qualité d'actionnaire, envers la Société.

Le droit de proposer toute décision ou actions prévues aux articles 12.2.2 et 12.2.3 appartient à l'Actionnaire Commandité. Cependant, si l'Actionnaire Commandité propose une des décisions ou actions et qu'elle est approuvée par la majorité requise des Other Limited Shareholders, alors, l'Actionnaire Commandité n'aura pas de droit de veto sur cette décision présentés. De plus, l'Actionnaire Commandité n'aura pas de droit de veto en ce qui concerne les décisions ou actions visant à le révoquer en accord avec les conditions de l'Article 13 des ces Statuts.

**Art. 13. Administration.** La Société est administrée par Côteaux Investment Management, actionnaire à responsabilité illimitée (actionnaire commandité), et qui est indéfiniment conjointement et solidairement responsable avec la Société de toutes les dettes qui ne peuvent pas être payées sur les actifs de la Société.

L'Actionnaire Commandité pourra être révoqué par une résolution de l'Assemblée Générale adoptée aux conditions de quorum et de majorité telle que décrits dans les présents Statuts, notamment le vote des deux tiers (2/3) de la majorité des Actions de Classe B, en cas de survenance d'un des événements suivants: (a) la condamnation de l'Associé Commandité, ses gérants, et/ou actionnaires contrôlant, à une infraction pénale (autre qu'une infraction mineur au code de la route), (b) la reconnaissance de la culpabilité de l'Actionnaire Commandité par un tribunal compétent pour violation de ses obligations fiduciaires ou similaires envers la Société sous la loi applicable, (c) l'interdiction d'agir en qualité d'actionnaire commandité de toute société sous la législation applicable prononcée à l'encontre de l'Associé Commandité, ou (d) la participation de l'Associé Commandité à un acte ou à un ensemble d'actes qui constituent une négligence grave, une fraude, une faute volontaire, ou qui pourrait raisonnablement porter atteinte de manière significative à la réputation de la Société et de ses activités.

**Art. 14. Actionnaire Commandité.** L'Actionnaire Commandité, en application des présents Statuts, est investi des pouvoirs les plus larges pour gérer les affaires de la Société et autoriser et/ou exécuter ou faire exécuter tous les actes de disposition et d'administration correspondant à l'objet social de la Société.

L'Actionnaire Commandité est également investi des pouvoirs les plus larges pour réaliser des opérations de désinvestissement, sauf dispositions contraires des Statuts.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence de l'Actionnaire Commandité.

**Art. 15. Actionnaires Commanditaires.** Les Actionnaires Commanditaires doivent, vis-à-vis des tiers, s'abstenir de participer et d'interférer dans la gestion de la Société. Les Actionnaires Commanditaires peuvent, cependant, vis-à-vis de la Société, exercer les droits qui sont prévus par la Loi.

**Art. 16. Délégation de gestion.** L'Actionnaire Commandité est autorisé à déléguer la conduite de la gestion des actifs de la Société à un tiers conformément aux lois applicables Grand Duché de Luxembourg, sous réserve du respect de tout contrat conclu entre l'Actionnaire Commandité et les Other Limited Shareholders.

**Art. 17. Signatures autorisées.** La Société est engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par la signature de l'Actionnaire Commandité.

La Société est également engagée par la signature conjointe de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le l'Actionnaire Commandité, et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

**Art. 18. Responsabilité.** L'Actionnaire Commandité est conjointement et solidairement responsable de toutes les dettes de la Société à condition que ces dettes ne puissent pas être payées sur les actifs de la Société.

Les Actionnaires Commanditaires sont responsables à hauteur de leurs apports au capital de la Société. En application de l'article 108 de la Loi, tout Actionnaire Commanditaire qui signerait au nom de la Société ou qui réaliserait un acte de gestion, notamment en vertu d'un pouvoir spécial, encourra la même responsabilité que l'Actionnaire Commandité vis-à-vis des tiers. Les Actionnaires Commanditaires seront également responsables conjointement et solidairement vis-à-vis des tiers pour les engagements qu'ils n'auraient pas pris s'il s'avère qu'ils ont régulièrement géré les affaires de la Société.

**Art. 19. Conflit d'intérêts.** Sans préjudice à des dispositions l'Article 12.2.2(h) ci-dessus, aucun contrat ou aucune opération conclu entre la Société et toute autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait que l'Actionnaire Commandité ou les dirigeants de la Société détiennent des intérêts dans, ou sont administrateurs, collaborateurs, dirigeants ou salariés de cette autre société ou entité.

**Art. 20. Surveillance et comptabilité.** Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) réviseur d'entreprise agréée (le «Réviseur Externe»). Le premier Réviseur Externe sera nommé pour la première fois par une résolution qui sera adoptée immédiatement après la constitution de la Société, puis par la suite par l'Assemblée Générale annuelle. Son mandat prendra fin au jour de la nomination de son remplaçant. Le changement de Réviseur externe est soumis à l'approbation de l'Actionnaire Commandité.

Si la Société n'élit pas un Réviseur externe, la Société nommera un conseil de surveillance (le «Conseil de Surveillance») dans le sens de l'article 109 et s. de la Loi.

**Art. 21. Exercice social.** L'exercice social de la Société commence le premier (1<sup>er</sup>) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

**Art. 22. Comptes annuels.** Chaque année, à la fin de l'année sociale, l'Actionnaire Commandité dressera les comptes annuels et un inventaire de la Société dans la forme requise par la Loi.



A tout moment pendant la période de quinze (15) jours précédant l'Assemblée Générale, chaque Actionnaire peut inspecter au siège social de la Société, entre autres, l'inventaire, le bilan, le compte de résultats ainsi que les rapports de l'Actionnaire Commandité et du Réviseur externe, ou le cas échéant, du Conseil de Surveillance.

**Art. 23. Affectation des bénéfices.** Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui sont affectés à la réserve requise par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 6 ci-dessus, et deviendra à nouveau obligatoire si la réserve légale descend en dessous de ce seuil de dix pour cent (10%).

Les détenteurs d'Actions de Classe A, d'Actions de Classe B et d'Actions de Classe C recevront les distributions dans l'ordre de priorité suivant:

(i) d'abord, la Société distribuera à chaque Action de Classe A, Action de Classe B et Action de Classe C, un montant à concurrence du montant total de la contribution versée (nominal et prime d'émission) pour chaque Action (en prenant compte toutes les distributions antérieures);

(ii) puis, tout montant disponible pour distribution du revenu net et/ou des plus-values nettes, après avoir verser à tous les Actionnaires un montant égal à leur contribution tel que prévu au paragraphe (i) ci-dessus, à hauteur de quatre-vingt-huit (88%) aux Actions de Classe B et Action de Classe C (au prorata de leur contribution respective versée (nominal et prime d'émission), et, à hauteur de douze (12%) aux Actions A (au prorata de leur contribution respective versée (nominal et prime d'émission)).

Lors de la distribution finale de tous les actifs de la Société à la suite de sa liquidation, le liquidateur de la Société demandera au Réviseur Externe (ou le cas échéant, à un autre réviseur d'entreprise agréé nommé à cet effet par l'Actionnaire Commandité) de confirmer que le Special Limited Shareholder en sa qualité de détenteur d'Actions de Classe A n'a pas perçu, au total, un montant de carried interest excédant 12% des bénéfices de la Société. Si le Réviseur Externe (ou tout autre réviseur d'entreprise agréé nommé (selon le cas)) n'est pas en mesure de le confirmer et identifie un excédant, le Special Limited Shareholder sera tenu de rembourser l'excédent à la Société (qui devra distribuer les sommes en application l'ordre de priorité ci-dessus, mais de telle manière à créer un autre excédant), sous réserve que le montant maximal que le Special Limited Shareholder est tenu de payer soit plafonné au montant qui lui est distribué moins tout impôt payé ou payable par lui.

L'Associé Commandité est autorisé à distribuer des acomptes sur dividendes conformément aux dispositions de la Loi.

**Art. 24. Dissolution.** La Société n'est pas automatiquement dissoute du fait de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de la faillite, de l'insolvabilité ou de tout autre évènement similaire affectant l'Actionnaire Commandité.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts, dans les conditions prévues à l'article 12 ci-dessus. La Société sera dissoute à la survenance du premier des événements suivants (a) la révocation de l'Actionnaire Commandité (sauf si un successeur est nommée sous 60 jours) et (b) à l'expiration de la Période Initiale (sauf extension telle que prévue dans les Statuts). En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. Cette Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateur(s).

Après le paiement ou la provision de toutes les dettes ou charges contre la Société, y compris les dépenses concernant la liquidation, le boni de liquidation net sera distribué aux Actionnaires de telle manière à obtenir les mêmes règles de distribution que celles prévues à l'article 23 ci dessus.

**Art. 25. Droit applicable.** Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées conformément à la Loi et, (sous réserve des dispositions légales d'ordre public auxquelles il ne peut pas être renoncé), à tout accord conclu de temps à autre entre les Actionnaires.

**Art. 26. Frais et dépenses.** Rémunération de l'Actionnaire Commandité

L'Actionnaire Commandité percevra une rémunération de la Société qui sera convenu contractuellement par les Actionnaires.

Dépenses de fonctionnement

La Société sera redevable de tous les frais engagés dans le cadre de son fonctionnement et son administration, y compris (sans que cette liste ne soit limitative): honoraires des prestataires de services (y compris du Réviseur externe), frais et coûts juridiques, corporate et fiscaux, frais comptables, frais relatifs à la publication et aux envois de tous les rapports, ainsi que les frais relatifs aux réunions ou à la consultation des Actionnaires, frais bancaires et intérêts sur les prêts en cours

L'Actionnaire Commandité supportera ses propres frais généraux, y compris la rémunération de ses salariés, loyers, utilitaires, et autres frais semblables. L'Actionnaire Commandité souscrira à une police d'assurance civile pour ses gérants, dirigeants, salariés et pour les personnes nommées par lui en tant que gérant, administrateur ou membre du conseil d'administration.

### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence aujourd'hui et se termine le 31 décembre 2015.

### *Souscription et libération*

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés,

- Côteaux Investment Management, représenté tel que décrit ci-dessus, déclare qu'il souscrit une (1) Action de Classe C pour un montant de dix mille Dollars US (10.000USD)
- Côteaux Colvest, représenté tel que décrit ci-dessus, déclare qu'il souscrit les trois (3) Actions de Classe A pour un montant de trente mille Dollars US (30.000 USD).

Toutes ces actions ont été entièrement libérées par les Actionnaires susmentionnés par un paiement en numéraire, de sorte que le montant de quarante mille Dollars US(40.000USD) payé par les Actionnaires est désormais à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'Article 26 de la Loi et en constate expressément l'accomplissement. Il confirme en outre que ces Statuts sont conformes aux dispositions des articles 27 de la Loi.

### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont estimés approximativement à la somme de mille trois cents euros (1.300,- EUR).

### *Résolutions des associés*

Les associés, représentés comme ci-avant et représentant l'intégralité du capital social souscrit de la Société, ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

- Ernst & Young S.A., une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social situé au 7, Rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach (Grand-Duché du Luxembourg), enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.47771, a été nommé en qualité de Réviseur externe.
- Le siège social est fixé au 412F, route d'Esch L-2086 Luxembourg, (Grand-Duché du Luxembourg).

DONT ACTE, fait et passé, même date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des Actionnaires comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante et en cas de divergence entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par son nom, prénom usuel, état civil et demeure, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: V. PIERRU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 02 décembre 2014. LAC/2014/57230. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Référence de publication: 2014196552/929.

(140219892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

### **Lhasa Corporation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8041 Bertrange, 211, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 190.846.

This eighth day of December two thousand fourteen before me, Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of:

Lhasa Corporation S.A., a public company under the laws of Luxembourg, having its registered office at 211, rue des Romains, 8041 L-Bertrange, registered in the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 190846, incorporated on 1 October 2014 pursuant to a deed executed before me, Francis Kessler, published in the Official Journal of the Grand Duchy of Luxembourg, Memorial C, No. 3371 of 13 November 2014, the articles of association of which have not been amended since (the "Company").

The meeting was chaired by Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, with professional address at my office, 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, and Sophie Henryon, private employee, with professional address at my office, 5, rue Zenon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, was appointed as secretary and scrutineer.

Such persons, acting as scrutiny committee of the meeting, established that all shareholders of the Company were represented at the meeting and, acting as proxies of the shareholders of the Company, declared that they have been informed of the agenda of the meeting and that, accordingly, the meeting may be held without prior notice in accordance with the articles of association of the Company.

The members of the scrutiny committee of the meeting are personally known to me, notary. The proxies to such persons, as well as the attendance list specifying the names of the shareholders represented and the number of shares held by each of them, are initialled *ne varietur* by the members of the scrutiny committee and by me, notary, and are annexed hereto.

The members of the scrutiny committee of the meeting declared and requested me, the undersigned notary, to record the following:

#### *Introduction*

The chairman of the meeting presented a merger proposal dated 22 October 2014, drawn up by the respective management and administrative bodies of the Company and Fastrack Trading B.V., a private limited liability company (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) under the laws of the Netherlands, having its corporate seat in Amsterdam, Netherlands, and its office address at Jan van Goyenkade 8, 1075 HP Amsterdam, Netherlands, registered in the Netherlands Commercial Register under number 33260788 (the "Dissolving Company" and together with the Company, the "Merging Companies"), published in the Mémorial C, No. 3116 of 27 October 2014 (the "Merger Proposal").

At the request of the chairman, the secretary of the meeting then read the following out loud:

- the Company is the sole member of the Dissolving Company;
- the Merging Companies have not issued any securities other than shares in registered form;
- the shareholders and members of the Merging Companies agreed that the respective management and administrative bodies of the Merging Companies were not required to draw up explanatory reports on the Merger Proposal, nor to inform anyone of any change in the assets and liabilities of the Merging Companies between the date of the Merger Proposal and the date of the decisions on the merger;
- all of the documents required to be made available at the registered office of the Company pursuant to article 267 of the Act concerning commercial companies of 10 August 1915, as amended, have indeed been made available at the registered office at least one month before the date hereof; and
- the general meeting of the Dissolving Company has approved the Merger Proposal and the merger contemplated thereby and has resolved to merge the Merging Companies accordingly (as evidenced by a certificate issued by a Dutch notary attesting to the proper completion of the pre-merger legal acts and formalities required of the Dissolving Company).

#### *Resolution*

The general meeting resolved that the Merger Proposal, including the annex thereto, and the merger contemplated thereby, be and are hereby approved and to merge the Merging Companies accordingly (so that the Dissolving Company ceases to exist and all of its assets and liabilities are transmitted to the Company by universal title and by operation of law).

#### *Attestation*

I, the undersigned notary, attest to the existence and the validity of the Merger Proposal and to the proper completion of the pre-merger legal acts and formalities required of the Company.

I, the undersigned notary, having knowledge of the English language, declare that this deed is drawn up in English followed by a version in French at the request of the persons appearing, who, acting as stated above, stipulated that in case of any discrepancy between the English version and the French version, the English version shall prevail.

In witness whereof, this deed was drawn up and passed in Esch-sur-Alzette on the date first above stated. After the deed was read to the persons appearing, the persons appearing declared to understand the scope and the consequences and subsequently signed the original together with me, notary.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le huit décembre par-devant moi, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire de:

Lhasa Corporation S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 211, rue des Romains, L-8041 Bertrange, inscrite au Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg sous le numéro B 190846, constituée

suivant acte reçu par moi, Maître Francis Kessler, le 1 octobre 2014, publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des sociétés et associations, n° 3371 du 13 novembre 2014, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis (la «Société»).

L'assemblée a été présidée par Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, ayant son adresse professionnelle à mon étude, 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, et Sophie Henryon, employée privée, ayant son adresse professionnelle à mon étude, 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, a été nommé secrétaire et scrutateur. Ces personnes, agissant comme bureau de l'assemblée, ont constaté que tous les actionnaires de la Société ont été représentés à l'assemblée et, agissant en tant que fondés de pouvoir des actionnaires de la Société, ont déclaré qu'elles ont été informées de l'ordre du jour de l'assemblée et que, par conséquent, l'assemblée a pu être tenue sans convocation préalable en conformité avec les statuts de la Société.

Les membres du bureau de l'assemblée sont connus personnellement de moi, notaire. Les procurations données aux membres du bureau de l'assemblée ainsi que la liste de présence mentionnant les actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont paraphées ne varietur par les membres du bureau et par moi, notaire, et sont annexées aux présentes.

Les membres du bureau de l'assemblée ont déclaré et m'ont requis, le notaire soussigné, d'acter ce qui suit:

#### *Introduction*

Le président de l'assemblée présente le projet de fusion daté du 22 octobre 2014 et établi par les organes d'administration ou de direction respectifs de la Société et de Fastrack Trading B.V., une société privée à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) de droit néerlandais, ayant son siège statutaire à Amsterdam, Pays-Bas, et son siège social au Jan van Goyenkade 8, 1075 HP Amsterdam, Pays-Bas, inscrite au Registre du Commerce des Pays-Bas sous le numéro 33260788 (la «Société Absorbée» et ensemble avec la Société, les «Sociétés Fusionnantes»), publié au Mémorial C, n° 3116 du 27 octobre 2014 (le «Projet de Fusion»). À la demande du président, le secrétaire de l'assemblée donne ensuite lecture de ce qui suit:

- la Société est l'associé unique de Société Absorbée;
- les Sociétés Fusionnantes n'ont pas émis de titres autres que des actions ou parts sociales sous forme nominative;
- les actionnaires et associés des Sociétés Fusionnantes ont décidé que les organes d'administration ou de direction respectifs des Sociétés Fusionnantes ne sont pas tenus d'établir des rapports explicatifs sur le Projet de Fusion ni d'informer quiconque d'une éventuelle modification du patrimoine actif et passif des Sociétés Fusionnantes intervenue entre la date du Projet de Fusion et la date de la prise de décisions sur la fusion;
- que tous les documents, dont la disponibilité au siège social de la Société est requise par l'article 267 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été disponibles au siège social au moins un mois avant la date du présent acte; et
- que l'assemblée générale de Société Absorbée a approuvé le Projet de Fusion et la fusion envisagée par celui-ci et a résolu de fusionner les Sociétés Fusionnantes conformément au projet (comme en témoigne le certificat délivré par un notaire néerlandais attestant l'accomplissement correct des actes et des formalités préalables à la fusion incombant à la Société Absorbée).

#### *Résolution*

L'assemblée générale a décidé d'approuver le Projet de Fusion, incluant son annexe, et la fusion envisagée par celui-ci, et de fusionner les Sociétés Fusionnantes conformément au projet (afin que la Société Absorbée cesse d'exister et l'ensemble de son patrimoine actif et passif est transmis à la Société de plein droit et à titre universel).

#### *Attestation*

Moi, notaire soussigné, j'atteste l'existence et la légalité du Projet de Fusion et l'accomplissement correct des actes et des formalités préalables à la fusion incombant à la Société.

Moi, notaire soussigné ayant connaissance de la langue anglaise, je déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française à la demande des comparantes, celles-ci, agissant comme indiqué ci-avant, ont stipulé qu'en cas de divergence entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera seule foi.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture de l'acte faite aux comparantes, celles-ci ont déclaré qu'elles comprennent la portée et les conséquences et ont ensuite signé la présente minute avec moi, notaire.

Signé: Conde, Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 15 décembre 2014. Relation: EAC/2014/17160. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014199314/125.

(140223318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2014.

## **Carat (Lux) SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 73.244.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am achtundzwanzigsten November.

Vor Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg, in Vertretung von Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg, welch Letzterem gegenwärtige Urkunde verbleibt,

Sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („société d'investissement à capital variable“) „CARAT (LUX) SICAV“, mit Sitz in Strassen, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 73244, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 23. Dezember 1999, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 139 vom 11. Februar 2000. Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäss notarieller Urkunde vom 21. Juli 2014, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 2140 vom 13. August 2014.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Ursula Berg, Bankangestellte, geschäftsansässig in Strassen, 4, rue Thomas Edison, eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zur Protokollführerin und die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Tanja Wipplinger, Bankangestellte, geschäftsansässig in Strassen, 4, rue Thomas Edison.

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Sammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste bleibt gegenwärtiger Urkunde beigefügt um mit derselben einregistriert zu werden.

II.- Die gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladung mit der hiernach angegebenen Tagesordnung:

- im Mémorial C, vom 27. Oktober 2014 und vom 12. November 2014
- in der Tageszeitung "Tageblatt" am 27. Oktober 2014 und am 12. November 2014
- in der Tageszeitung „Luxemburger Wort“ am 27. Oktober 2014 und am 12. November 2014.

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

### *Tagesordnung*

1. Beschlussfassung der Aktionäre über die Einleitung der Liquidation der CARAT (LUX) SICAV
2. Bestellung des Liquidators der CARAT (LUX) SICAV
3. Bestellung der Wirtschaftsprüfungsgesellschaft Deloitte Audit Société à responsabilité limitée Cabinet de Révision agréé zur Prüfung der Liquidation und Erstellung des Prüfberichtes der CARAT (LUX) SICAV
4. Liquidationskosten
5. Änderung des Artikels 35 der Satzung.

Dauerhafte Verlegung des Geschäftsjahresende auf den 31. Dezember eines jeden Jahres.

IV.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den 205.800 sich im Umlauf befindenden Aktien, 21 Aktien anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung, vertreten sind.

Die Vorsitzende teilt der Versammlung mit, dass eine erste außerordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung für den 24. Oktober 2014 einberufen worden war und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht war.

Gegenwärtige Generalversammlung ist gemäß Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wie viele Anteile anwesend oder vertreten sind.

Alsdann fasst die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

### *Erster Beschluß:*

Die Generalversammlung beschliesst die Gesellschaft aufzulösen und das Liquidationsverfahren einzuleiten.

### *Zweiter Beschluß:*

Die Generalversammlung ernennt zum Liquidator:

HANSAINVEST LUX S.A., mit Sitz in L-5365 Munsbach, 14, rue Gabriel Lippmann, RCS Luxembourg B 28765, vertreten durch Herrn Frank Linker.

Der Liquidator hat die weitestgehenden Befugnisse, welche das abgeänderte Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften ermöglicht, insbesondere ist er befugt alle Handlungen durchzuführen, welche in den Artikeln 144 und 145 des Gesetzes vom 10. August 1915 vorgesehen sind, ohne die vorherige Genehmigung der Generalversammlung beantragen zu müssen.

Der Liquidator ist von der Erstellung eines Inventars entbunden und kann sich auf die Buchungen der Gesellschaft berufen.

Er kann für bestimmte Geschäfte und unter seiner Verantwortung seine Befugnisse ganz oder teilweise an Drittpersonen übertragen für einen von ihm zu bestimmenden Zeitraum.

*Dritter Beschluß*

Die Generalversammlung beschliesst die Wirtschaftsprüfungsgesellschaft Deloitte Audit, société à responsabilité limitée, 560, Rue de Neudorf, L-2220 Luxemburg, RCS Luxembourg B 67895, zur Prüfung der Liquidation und Erstellung des Prüfberichtes der CARAT (LUX) SICAV zu bestellen.

*Vierter Beschluß*

Die Generalversammlung beschliesst, dass die Kosten im Zusammenhang mit der Liquidation von der Investmentgesellschaft getragen werden.

*Fünfter Beschluß*

Die Generalversammlung beschliesst das Geschäftsjahresende auf den 31. Dezember eines jeden Jahres zu verlegen. Das Geschäftsjahr welches am 1. Oktober 2013 begonnen hat endet somit am 31. Dezember 2014.

Die Generalversammlung beschliesst Artikel 35 der Satzung wie folgt abzuändern:

**Art. 35. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Der Jahresabschluss der Investmentgesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung aufgestellt.

Da somit die Tagesordnung erledigt ist, hebt die Vorsitzende die Versammlung auf.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Strassen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: U. BERG, T. WIPPLINGER und C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2014. Relation: LAC/2014/58230. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 16. Dezember 2014.

Référence de publication: 2014199965/85.

(140224343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

**Capale S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 57.276.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

convoquée faute de quorum à l'assemblée générale ordinaire du 28 mars 2014, qui se tiendra en date du 05 janvier 2015 à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Délibération en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014192260/506/13.

**Health Holding S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 78.082.

Shareholders are invited to attend the

**ORDINARY GENERAL MEETING**

of the shareholders of the Company (the "Meeting") which has been convened by the Liquidator for the purpose of considering and, if thought fit, passing the resolutions set out in this notice to be held at 16, rue Jean-Pierre Brasseur,



L-1258 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on *December 30, 2014* at 3 p.m. CET, to discuss and to vote on the agenda indicated below.

*Agenda:*

1. Discharge to the Liquidator for the late convocation of the Ordinary General Meeting of the Shareholders;
2. Presentation and approval of the interim financial statements for the period from January 1st, 2012 to December 17th, 2012 (date of commencement of the liquidation);
3. Allocation of the results of the Company statements for the period from January 1st, 2012 to December 17th, 2012 (date of commencement of the liquidation);
4. Presentation of the result of the liquidation for the period from December 18th, 2012 to December 17th, 2013, with a statement as to the reasons which have prevented completion of the liquidation;
5. Discharge given to the Directors in office until the date of the dissolution (start date of the liquidation period);
6. Miscellaneous.

The Meeting shall not deliberate validly on the Agenda unless at least half of the share capital is present or represented. Resolutions must be carried by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented.

If the quorum required to hold the Meeting is not present or represented, a second meeting will be convened. The second meeting shall validly deliberate regardless of the quorum present or represented.

Shareholders, who wish to participate in the Meeting, should contact their bank, stockbroker or agent through which they hold their shares, in order to receive a certificate confirming the number of shares held and the blocking of such shares until after the meeting. Shareholders must deliver such certificate to MEBS, 16, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg to the attention of Mme De Jongh, Tel.: (352) 26 38 45 1, Fax: (352) 26 38 45 22 by 5.00 p.m. CET Luxembourg time on December 26, 2014.

Luxembourg, December 11, 2014.

ME Business Solutions S.à r.l.  
 Represented by Eric Chinchon  
*The liquidator*

Référence de publication: 2014194605/35.

**Compton Company Limited S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
 R.C.S. Luxembourg B 179.584.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE**

qui se tiendra exceptionnellement le *29 décembre 2014* à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Décharge spéciale à l'Administrateur démissionnaire pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date de sa démission
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014197168/795/17.

**Novamil Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
 R.C.S. Luxembourg B 100.958.

The Shareholders are hereby convened to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

which will be extraordinarily held on *December 29th, 2014* at 5.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31st, 2013



3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the modified Luxembourg law on a commercial companies of August 10, 1915
5. Miscellaneous

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2014197169/795/18.

---

**Reale S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 53.651.

The Shareholders are hereby convened to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

which will be held exceptionally on *December 29th, 2014* at 3.30 p.m. at the registered office, with the following agenda:

*Agenda:*

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31st, 2013
3. Ratification of the co-option of a Director
4. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
5. Acceptance of the resignation of a Director and appointment of his replacement
6. Special discharge of the resigning of a Director for the exercise of his mandate until the date of resignation
7. Miscellaneous.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2014197172/795/18.

---

**Sully S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 42.789.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra en l'étude de Maître Martine SCHAEFFER au 74, avenue Victor Hugo à L-1750 Luxembourg en date du *30 décembre 2014* à 9h30 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Mise en liquidation
- Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs
- Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014197175/506/15.

---

**E&G Fonds, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 77.618.

Im Einklang mit den Artikeln 13 und 18 der Satzung der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'Investissement à capital variable) E&G Fonds wurde die jährliche

**GENERALVERSAMMLUNG**

der Aktionäre auf Beschluss des Verwaltungsrates vertagt und findet nunmehr am *29. Dezember 2014* um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft, 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, statt.

*Tagesordnung:*

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 30. September 2014.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Ernennung der Verwaltungsratsmitglieder bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2015.

6. Ernennung des Abschlussprüfers bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2015.
7. Verschiedenes.

Die Zulassung zur Generalversammlung setzt voraus, dass die entsprechenden Inhaberaktien vorgelegt werden oder die Aktien bis spätestens 5 Tage vorher bei einer Bank gesperrt werden. Eine Bestätigung der Bank über die Sperrung der Aktien genügt als Nachweis über die erfolgte Sperrung.

Munsbach, im Dezember 2014

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2014197995/2501/25.

**Sebas S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 37, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 87.141.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le *29 décembre 2014* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2013.
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014197998/1023/16.

**I.E. Lux Berlin n° 1 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 6.500.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 106.754.

**I.E. Lux Berlin n° 2 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 450.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 106.749.

In the year two thousand and fourteen, on the first day of December

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

1. The board of managers of I.E. Lux Berlin n°1 S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 9, Allée Scheffer L-2520, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 106754,

hereby represented by Mr. Pierre Crasquin, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal on November 27 2014; and

2. The board of managers of I.E. Lux Berlin n°2 S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 9, Allée Scheffer L-2520, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 106749,

hereby represented by Mr. Pierre Crasquin, prenamed, by virtue of a power of attorney given under private seal on November 27 2014.

The powers of attorney, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The above appearing parties have requested the undersigned notary to record the following:

**“COMMON MERGER PLAN**

Pursuant to which I.E. Lux Berlin n°2 S.à r.l. shall be merged into I.E. Lux Berlin n°1 S.à r.l.

**1. Parties to merger - Common sole shareholder.**

1.1.- The following companies will take part to the contemplated merger (the “Merger”):

- I.E. Lux Berlin n°1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, Allée Scheffer L-2520, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 106754, with an issued share capital amounting to EUR 6,500,000.-, fully paid-up and subscribed and divided into 65,000 shares with each a par value of EUR 100.- (the “Absorbing Company”); and

- I.E. Lux Berlin n°2 S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 9, Allée Scheffer L-2520, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 106749, with an issued share capital amounting to EUR 450,000.-, fully paid-up and subscribed and divided into 4,500 shares with each a par value of EUR 100.- (the “Absorbed Company”, and together with the Absorbing Company, the “Merging Companies”).

1.2.- The Absorbing Company and the Absorbed Company are both 100% held and controlled by Amundi RE Italia SGR S.p.A., a limited company incorporated under the laws of Italy, having its registered office at 2, Piazza Cavour, 1, 20121 Milan, registered with the Milan companies registration under registration number 07131820154 (the “Common Sole Shareholder”). The Merging Companies have no stakeholders, whether as bondholders or others, other than the Common Sole Shareholder.

## **2. Merger.**

2.1.- The Absorbing Company accepts to absorb the Absorbed Company and the Absorbed Company accepts to be merged into the Absorbing Company.

2.2.- The present common merger plan (the “Common Merger Plan”) has been drawn up and adopted by the respective board of managers of the Absorbed Company and the Absorbing Company on 27 November 2014.

## **3. Transfer of all assets and liabilities of the absorbed company to the absorbing company.**

3.1.- Pursuant to the Merger, the Absorbed Company shall transfer its entire assets and liabilities as a whole, including any rights and obligations, without liquidation, to the Absorbing Company, namely in the course of the merger by acquisition (fusion par absorption), in accordance with Articles 261 to 276 of the Luxembourg law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies, as amended (the “Companies’ Law”).

3.2.- As a result of the Merger, the surviving company among the Merging Companies shall be I.E. Lux Berlin n°1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, Allée Scheffer L-2520, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 106754.

## **4. Exchange ratio.**

4.1.- The Merger exchange ratio, within the meaning of Article 261 (2) (b) of the Companies’ Law, is set at one (1) share of the Absorbing Company in exchange of one (1) share of the Absorbed Company, corresponding to 4,500 shares newly issued by the Absorbing Company and subscribed by the Common Sole Shareholder (the “New Shares”), in consideration of the 4,500 shares held by the Common Sole Shareholder, prior to the Merger, in the share capital of the Absorbed Company.

4.2.- The Merger will not comprise the payment of any additional cash amount (soulte).

**5. Modalities of allotment of the new shares.** The New Shares will be fully subscribed by the Common Sole Shareholder, pursuant to an extraordinary general shareholder’s meeting of the Absorbing Company.

## **6. Date of merger completion.**

6.1.- Vis-à-vis the Merging Companies, the Merger shall be completed, within the meaning of Article 272 of the Companies’ law, on the date of the respective extraordinary general shareholders’ meetings of the Merging Companies, which are referred to by Article 12.2 below.

6.2.- In accordance with Article 273 (1) of the Companies’ Law, the Merger, shall be completed vis-à-vis third parties, immediately further to the publication, proceeded with in compliance with Article 9 of the Companies’ Law of the minutes of the respective extraordinary general shareholders’ meeting of the Absorbed Company and the Absorbing Company, which are referred to by Article 12.2 below.

## **7. Date on which the new shares will entitle the common sole shareholder to benefit from the related profit.**

7.1.- The New Shares will entitle the Common Sole Shareholder to benefit from the profit related thereto as of their subscription date.

7.2.- The New Shares will give to the Common Sole Shareholder the same rights as the shares currently held by the Common Sole Shareholder in the share capital of the Absorbing Company.

**8. Accounting date of the merger.** From an accounting point of view, the Merger shall be deemed to take effect as of 1<sup>st</sup> October 2014.

### 9. Common sole shareholder's waivers.

9.1.- In compliance with Article 265 (3) of the Companies' Law, the Common Sole Shareholder decided to waive the management report and the information set forth at Article 265 (1) and (2) of the Companies' Law.

9.2.- In compliance with Article 266 (5) of the Companies' Law, the Common Sole Shareholder decided to waive the examination of this Common Merger Plan and the report by a licensed independent auditor.

9.3.- In compliance with Article 267 (1), in fine, of the Companies' Law, the Common Sole Shareholder decided to waive the accounting statement set forth at Article 267 (1), c), of the Companies' Law.

9.4.- The above waivers were expressly decided pursuant to written resolutions taken by the Common Sole Shareholder (the "Common Sole Shareholder's Resolutions"). The Common Sole Shareholder's Resolutions will remain annexed to the deeds approving the present merger proposal.

**10. Information to the common sole shareholder.** In compliance with Article 267 (1) and (2) of the Companies' Law, however subject to the waivers set forth at Article 10 above, the following documents will be made available at the registered office of the Merging Companies, during at least a one-month period prior to the approval of the Merger by the extraordinary general shareholders' meetings of the Merging Companies, to the Common Sole Shareholder, or any successor or assign thereof, which will be entitled to request the delivery of full copies thereof and at no expense:

- Common Merger Plan; and
- The three (3) latest annual accounts, as well as the related management reports, of each of the Merging Companies.

### 11. Miscellaneous.

11.1.- This Common Merger Plan shall be published in the Mémorial C by the undersigned notary in compliance with Article 262 of the Companies' Law.

11.2.- Within at least a one month period after the date of publication of this Common Merger Plan in the Mémorial C, this Common Merger Plan shall be submitted to the respective extraordinary general shareholder's meetings of (i) the Absorbing Company, for approval and capital increase purposes, and (ii) the Absorbed Company, for approval purposes.

11.3.- Any costs incurred by the Merging Companies in relation to the Merger shall be borne by the Absorbing Company.

11.4.- The English version of this Common Merger Plan shall be binding on the Merging Companies."

In accordance with article 271 of the law of 10 August 1915, the undersigned notary certifies the legality of the present Merger Project.

#### *Estimate of costs*

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Absorbing Company as a result of the present deed is estimated to be approximately two thousand five hundred Euros (2,500.- EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and that, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the French and the English versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn-up in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le premier décembre,

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

- Le conseil de gérance de I.E. Lux Berlin n°1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège statutaire à 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106754

ici représenté par Pierre Crasquin, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

en vertu d'une procuration donnée sous seing privée, datée du 27 novembre 2014,

- Le conseil de gérance de I.E. Lux Berlin n°2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège statutaire à 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106749,

ici représenté par Pierre Crasquin, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

en vertu d'une procuration donnée sous seing privée, datée du 27 novembre 2014,

Lesdites procurations, signées ne varientur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

Les parties comparantes, aux termes de la capacité avec laquelle elles agissent, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte qui suit:

### “PROJET COMMUN DE FUSION

En vertu duquel I.E. Lux Berlin n°2 S.à r.l. fusionnera dans I.E. Lux Berlin n°1 S.à r.l.

#### **1. Parties à la fusion - Associé unique commun.**

1.1.- Les sociétés suivantes prendront part à la fusion (la “Fusion”):

- I.E. Lux Berlin n°1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège statutaire à 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106754, ayant un capital social de EUR 6,500,000.-, intégralement souscrit et libéré et divisé en 65,000 parts sociales, chacune d'une valeur nominale de EUR 100.- (la “Société Absorbante”); et

- I.E. Lux Berlin n°2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège statutaire à 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106749, ayant un capital social de EUR 450,000.-, intégralement souscrit et libéré et divisé en 4,500 parts sociales, chacune d'une valeur nominale de EUR 100 (la “Société Absorbée”, et ensemble avec la Société Absorbante, les “Sociétés Fusionnantes”).

1.2.- La Société Absorbante et la Société Absorbée sont toutes deux détenues et contrôlées à cent pour cent par Amundi RE Italia SGR S.p.A, une société par actions constituée sous l'empire du droit italien, ayant son siège statutaire à 2, Piazza Cavour, I, 20121 Milan, immatriculée auprès du registre des sociétés de Milan sous le numéro d'immatriculation 07131820154 (l'“Associé Unique Commun”). Les Sociétés Fusionnantes n'ont pas d'autres actionnaires, obligataires ou autres titulaires de droit que l'Associé Unique Commun.

#### **2. Fusion.**

2.1.- La Société Absorbante accepte d'absorber la Société Absorbée et la Société Absorbée accepte d'être absorbée dans la Société Absorbante.

2.2.- Le présent projet commun de fusion (le “Projet Commun de Fusion”) a été préparé et adopté par les conseils de gérance respectifs de la Société Absorbée et de la Société Absorbante le 27 Novembre 2014.

#### **3. Transfert de tous les actifs et passifs de la société absorbée à la société absorbante.**

3.1.- En vertu de la Fusion, la Société Absorbée transférera l'intégralité de ses actifs et passifs, lesquels formeront un tout, incluant tous droits et obligations y relatifs, sans liquidation, à la Société Absorbante, dans le cadre d'une fusion par absorption, conformément aux Articles 261 à 276 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la “LSC”).

3.2.- Du fait de la Fusion, la société survivante au sein des Sociétés Fusionnantes sera I.E. Lux Berlin n°1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège statutaire à 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

#### **4. Rapport d'échange.**

4.1.- le rapport d'échange de la Fusion, au sens de l'Article 261 (2) (b) de la LSC, est fixé à une (1) part sociale de la Société Absorbante pour une (1) parts sociale de la Société Absorbée, correspondant à quatre mille cinq cent (4,500) parts sociales nouvellement émises par la Société Absorbante et souscrites par l'Associé Unique Commun (les “Nouvelles Parts Sociales”), en échange des 4,500 parts sociales détenues par l'Associé Unique Commun, antérieurement à la Fusion, dans le capital social de la Société Absorbée.

4.2.- La Fusion ne comprendra pas le paiement d'une soulte.

**5. Modalités d'attribution des nouvelles parts sociales.** Les Nouvelles Parts Sociales seront intégralement souscrites par l'Associé Unique Commun en vertu d'une assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante.

#### **6. Date de réalisation de la fusion.**

6.1.- Entre les Sociétés Fusionnantes, la Fusion prendra effet, au sens de l'Article 272 de la LSC, à la date des assemblées générales extraordinaires respectives des Sociétés Fusionnantes, telles que visées par l'Article 12.2 ci-dessous.

6.2.- Conformément à l'Article 273 (1) de la LSC, la Fusion prendra effet vis-à-vis des tiers immédiatement après la publication, faite en application de l'Article 9 de la LSC, des minutes des assemblées générales extraordinaires respectives de la Société Absorbée et de la Société Absorbante, telles que visées par l'Article 12.2 ci-dessous.

**7. Date à partir de laquelle les nouvelles parts sociales donneront droit à l'associé unique commun de jouir du bénéfice y relatif.**

7.1.- Les Nouvelles Parts Sociales donneront droit à l'Associé Unique Commun de jouir du bénéfice y relatif à compter de leur souscription.

7.2.- Les Nouvelles Parts Sociales conféreront à l'Associé Unique Commun les mêmes droits que les parts sociales précédemment détenues l'Associé Unique Commun dans le capital social de la Société Absorbante.

**8. Date d'effet comptable de la fusion.** Du point de vue comptable, la Fusion sera présumée avoir pris effet le 1<sup>er</sup> octobre 2014.

**9. Renonciations de la part de l'associé unique commun.**

9.1.- Conformément à l'Article 265 (3) de la LSC, l'Associé Unique Commun a décidé de renoncer au rapport de gestion et aux informations y continues telles que visées par l'Article 265 (1) et and (2) de la LSC.

9.2.- Conformément à l'Article 266 (5) de la LSC, l'Associé Unique Commun a décidé de renoncer à l'examen du Projet Commun de Fusion par et au rapport d'un réviseur d'entreprises agréé.

9.3.- Conformément à l'Article 267 (1), in fine, de la LSC, l'Associé Unique Commun a décidé de renoncer au bilan intérimaire visé par l'Article 267 (1), c), de la LSC.

9.4.- Les renonciations précitées ont été données de manière expresse en vertu de résolutions de l'Associé Unique Commun (les "Résolutions de l'Associé Unique Commun"). Les Résolutions de l'Associé Unique Commun resteront annexées aux actes portant approbation du présent projet de fusion.

**10. Information à l'associé unique commun.** Conformément à l'Article 267 (1) et (2) de la LSC, sous réserve cependant des renonciations visées à l'Article 10 ci-dessus, les documents suivants, ainsi que la délivrance à titre gratuit de copies intégrales de ces documents, seront mis à la disposition de l'Associé Unique Commun, ou à tout ayant-droit ou successeur, au siège statutaire des Sociétés Fusionnantes, durant au moins une période d'un mois précédant l'approbation de la Fusion par les assemblées générales extraordinaires des Sociétés Fusionnantes:

- Le Projet Commun de Fusion; et
- les trois (3) derniers comptes annuels, ainsi que les rapports de gestion, de chacune des Sociétés Fusionnantes.

**11. Divers.**

11.1.- Ce Projet Commun de Fusion fera l'objet de publication au Mémorial C aux soins du notaire instrumentant, conformément à l'Article 262 de la LSC.

11.2.- Après l'expiration d'une période d'un mois minimum suivant la publication au Mémorial C du Projet Commun de Fusion, le Projet Commun de Fusion sera soumis aux assemblées générales extraordinaires respectives de (i) la Société Absorbante, à des fins d'approbation de la Fusion et d'augmentation de capital et de (ii) la Société Absorbée, à des fins d'approbation de la Fusion.

11.3.- Tous les coûts encourus par les Sociétés Fusionnantes à raison de la Fusion seront supportés par la Société Absorbante.

11.4.- La version anglaise du Projet Commun de fusion fera seule foi entre les Sociétés Fusionnantes."

Conformément à l'article 271 de la loi du 10 août 1915, le notaire soussigné certifie la légalité du présent Projet de Fusion.

*Evaluation des frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société Absorbante à raison du présent acte sont estimés à deux mille cinq cents Euros (2.500.- Euros).

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la requête des parties comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête de la même partie et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite par le mandataire des parties comparantes, connu par le notaire par son nom, prénom, état et demeure, il a signé avec nous, notaire, les présentes minutes.

Signé: P. CRASQUIN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 décembre 2014. Relation: LAC/2014/58771. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Référence de publication: 2014200218/238.

(140223653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

---

**Norddeutsche Landesbank Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 10.405.

—  
Im Jahre zweitausend und vierzehn, am neunten Dezember,  
vor dem unterzeichneten Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,



Hat sich anlässlich einer außerordentlichen Generalversammlung eingefunden die Alleinaktionärin der Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts **NORDDEUTSCHE LANDESBANK LUXEMBOURG S.A.**, eine société anonyme (Aktiengesellschaft) luxemburgischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxemburg-Findel, Großherzogtum Luxemburg, gegründet durch eine notarielle Urkunde des Notars Camille Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am 11. September 1972, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, unter der Nummer 151 am 22. September 1972, und eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 10405. Die Satzung der Gesellschaft ist zuletzt abgeändert worden gemäß notarieller Urkunde des Notars Gérard Lecuit, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg vom 1. Juni 2011, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, unter der Nummer 2103 vom 9. September 2011 (die „Übertragende Gesellschaft“),

Die Versammlung wird um 16.00 Uhr eröffnet unter dem Vorsitz von Frau Dr. Ursula Hohenadel, mit Berufsanschrift in Luxemburg.

Diese bestellt zum Sekretär Frau Britta Faßian, mit Berufsanschrift in Luxemburg.

Die Versammlung bestimmt zum Stimmenzähler Herrn Dirk Leuk, mit Berufsanschrift in Luxemburg.

Vorsitzender, Sekretär und Stimmenzähler bilden zusammen die Versammlungsleitung.

Nachdem die Versammlungsleitung bestellt ist, bittet der Vorsitzende den unterzeichnenden Notar, Folgendes in die Urkunde aufzunehmen:

I. Die außerordentliche Generalversammlung hat folgende Tagesordnung:

#### *Tagesordnung*

1 Annahme des Abspaltungsplan, der am 23. Oktober 2014 vom unterzeichnenden Notar beurkundet wurde, und der gemäß Artikel 290 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz“) am 8. November 2014 im Amtsblatt Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 3306 veröffentlicht wurde (der „Abspaltungsplan“);

2 Annahme der im Abspaltungsplan beschriebenen Abspaltung und der Umsetzung durch die Gründung einer luxemburgischen Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Namen „NORD/LB Vermögensmanagement Luxembourg S.A.“, welche ihren Gesellschaftssitz in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Großherzogtum Luxemburg haben wird (die „Übernehmende Gesellschaft“);

3 Festlegung der Wirksamkeit der Abspaltung auf den 31. Dezember 2014;

4 Verzicht, gemäß Artikel 307 (5) des Gesetzes, auf die in Artikel 293 und Artikel 294, (1) und (2) des Gesetzes vorgesehenen spezifischen Berichte des Vorstands und des Wirtschaftsprüfers bezüglich des Abspaltungsplans, da alle infolge der Gründung der Übernehmenden Gesellschaft auszugebenden Aktien der Alleinaktionärin der Übertragenden Gesellschaft zukommen werden;

5 Kenntnisnahme des Werthaltigkeitsberichts des Wirtschaftsprüfers, welcher gemäß Artikel 307 (4) in Verbindung mit Artikel 26-1 des Gesetzes verfasst wurde;

6 Annahme der Übertragung des Privatkundengeschäfts der Übertragenden Gesellschaft an die Übernehmende Gesellschaft;

7 Annahme der Ausgabe, durch die Übernehmende Gesellschaft, von fünfzehntausend (15.000) Aktien ohne Nennwert an die Alleinaktionärin der Übertragenden Gesellschaft, als Gegenleistung für die Übertragung des Privatkundengeschäfts der Übertragenden Gesellschaft;

8 Gründung der Übernehmenden Gesellschaft und Genehmigung der Satzung der Übernehmenden Gesellschaft wie im Abspaltungsplan vorgesehen;

9 Ernennung der Gesellschaftsorgane der Übernehmenden Gesellschaft;

10 Ernennung des Rechnungsprüfers;

11 Festlegung des Sitzes der Übernehmenden Gesellschaft;

12 Verschiedenes.

II. Die Alleinaktionärin, ihre Vertretungsbevollmächtigten und die Anzahl der Aktien, die vertreten sind, ergeben sich aus einer Anwesenheitsliste, die nachdem sie "ne varietur" von der Alleinaktionärin, den Bevollmächtigten der Alleinaktionärin und den Mitgliedern der Versammlungsleitung unterzeichnet wurde, als Bestandteil dieser Urkunde in deren Anhang verbleibt, um zusammen mit dieser beim Gesellschafts- und Handelsregister eingereicht zu werden.

III. Da ausweislich der Anwesenheitsliste das gesamte Gesellschaftskapital anwesend bzw. ordnungsgemäß vertreten ist, verzichten die Alleinaktionärin bzw. die Vertretungsbevollmächtigten der Alleinaktionärin einstimmig auf die Einhaltung der Einberufungsformalitäten und erklären, dass sie ordnungsgemäß einberufen wurden und über die Tagesordnung der Versammlung im Voraus umfänglich unterrichtet wurden.

IV. Damit ist diese Generalversammlung, die das gesamte Gesellschaftskapital vereinigt, rechtmäßig zusammengetreten und in der Lage, wirksam über alle Tagesordnungspunkte zu beraten und zu beschließen.

Der Vorsitzende gibt sodann Folgendes zu Protokoll:



1. Der vom Vorstand der Übertragenden Gesellschaft am 23. Oktober 2014 beschlossene Abspaltungsplan wurde im Amtsblatt Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 3306 vom 8. November 2014 veröffentlicht.

2. Der Abspaltungsplan und die Jahresabschlüsse der letzten drei Geschäftsjahre (d.h. die Abschlüsse zum 31. Dezember der Jahre 2011, 2012 und 2013) sowie eine Zwischenbilanz zum 30. September 2014 waren für die Dauer der gesetzlich vorgesehenen Frist von einem Monat am Sitz der Übertragenden Gesellschaft zur Einsichtnahme durch die Alleinaktionärin ausgelegt.

3. Da die Aktien der Übernehmenden Gesellschaft alle an die Alleinaktionärin ausgegeben werden sollen, ist die Erstellung eines speziellen Berichts der Wirtschaftsprüfer (der "Bericht des Wirtschaftsprüfers") nach Artikel 307 (1) in Verbindung mit Artikel 294 des Gesetzes nicht erforderlich (Artikel 307 (5) des Gesetzes), soweit die Alleinaktionärin darauf verzichtet.

4. Ebenso ist der nach Artikel 307 (1) in Verbindung mit Artikel 293 des Gesetzes vorgeschriebene besondere Bericht des Vorstands (der "Besondere Bericht des Vorstands") der Übertragenden Gesellschaft nicht erforderlich, wenn die Alleinaktionärin darauf verzichtet.

Nachdem diese Erklärungen des Vorsitzenden vorgetragen worden sind, trifft die Generalversammlung der Aktionäre der Übertragenden Gesellschaft (die "Versammlung") einstimmig folgende Beschlussfassungen:

*Erster Beschluss*

Die Versammlung nimmt hiermit den Abspaltungsplan an.

*Zweiter Beschluss*

Die Versammlung beschließt die Abspaltung sowie die Umsetzung der Abspaltung durch die Gründung der Übernehmenden Gesellschaft.

*Dritter Beschluss*

Die Versammlung legt die Wirksamkeit der Abspaltung auf den 31. Dezember 2014 fest.

*Vierter Beschluss*

Die Versammlung bestätigt hiermit, dass der Abspaltungsplan gemäß der vorstehenden Erklärung zu 1. des Vorsitzenden veröffentlicht wurde und dass gemäß der vorstehenden Erklärung zu 2. des Vorsitzenden alle darin genannten Dokumente für die Dauer eines Monats am Sitz der Übertragenden Gesellschaft während der allgemeinen Geschäftszeiten einsehbar waren und die Alleinaktionärin von der Möglichkeit der Einsichtnahme zuvor informiert worden war.

Die Versammlung beschließt sodann, auf den Bericht des Wirtschaftsprüfers und auf den Besonderen Bericht des Vorstands in den Erklärungen des Vorsitzenden zu 3. und 4. genannten Berichte zu verzichten.

*Fünfter Beschluss*

Die Versammlung nimmt den Werthaltigkeitsbericht des Wirtschaftsprüfers (der "Bericht"), welcher gemäß Artikel 307 (4) in Verbindung mit Artikel 26-1 des Gesetzes verfasst wurde, zur Kenntnis.

Dieser wurde von KPMG Luxembourg S.à r.l., am 9. Dezember 2014 erstellt, der die Wertermittlung der im Rahmen der Abspaltung in die Übernehmende Gesellschaft eingebrachten Sacheinlagen einer prüferischen Durchsicht unterzogen hat und zu folgendem Ergebnis kommt:

"Auf der Grundlage unserer prüferischen Durchsicht sind uns keine Umstände bekannt geworden, die uns zu der Annahme veranlassen, dass der Gesamtwert der eingebrachten Sacheinlage nicht mindestens der Anzahl und dem Nennwert, zuzüglich Ausgabeagio, der als Gegenleistung auszugebenden Aktien entspricht."

Der Bericht wird von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar "ne varietur" unterzeichnet und dieser Urkunde als Anlage zur Einreichung beim Register beigefügt bleiben.

*Sechster Beschluss*

Die Versammlung erklärt sich mit dem Übergang des Privatkundengeschäfts und der damit verbundenen Aktiva und Passiva auf die Übernehmende Gesellschaft gemäß Abspaltungsplan einverstanden.

*Siebter Beschluss*

Die Versammlung nimmt die Ausgabe, durch die Übernehmende Gesellschaft, von fünfzehntausend (15.000) Aktien ohne Nennwert, an die Alleinaktionärin der Übertragenden Gesellschaft, als Gegenleistung für die Übertragung des Privatkundengeschäfts der Übertragenden Gesellschaft, an.

*Achter Beschluss*

Die Versammlung stimmt der Gründung der Übernehmenden Gesellschaft mit Wirkung zum 31. Dezember 2014 zu.

Die Versammlung nimmt zur Kenntnis und stimmt ausdrücklich zu, dass der Wortlaut von Artikel 2 der Satzung der Übernehmenden Gesellschaft zum Gesellschaftszweck, abweichend vom Wortlaut des Artikels 2 der im Abspaltungsplan veröffentlichten Satzung, nun zusätzlich die Tätigkeit als Verwaltungsstelle des Finanzsektors umfasst.

Die Satzung der Übernehmenden Gesellschaft soll wie folgt lauten:

### **„Name**

**Art. 1.** Unter der Firma NORD/LB Vermögensmanagement Luxembourg S.A. besteht eine luxemburgische Gesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft (société anonyme).

### **Zweck**

**Art. 2.** Der Zweck der Gesellschaft besteht in der Ausübung der Tätigkeit als Anlageberater, Makler von Finanzinstrumenten, Kommissionär, Vermögensverwalter, Vermarkter von Anteilen an Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA) und Finanzvermittlungsgesellschaft sowie als Verwaltungsstelle des Finanzsektors.

Weiterer Zweck der Gesellschaft ist die Ausübung der Tätigkeit als Versicherungsmakler.

Die Gesellschaft kann ihre Tätigkeit im In- und Ausland ausüben, Zweigniederlassungen errichten, sich an anderen Gesellschaften mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland beteiligen, sowie alle sonstigen Geschäfte betreiben, die der Erreichung ihrer Zwecke förderlich sind.

### **Sitz**

**Art. 3.** Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxembourg-Findel (Gemeinde Niederanven). Er kann durch einfachen Beschluss des Aufsichtsrates an einen anderen Ort dieser Gemeinde verlegt werden.

Falls durch politische Ereignisse oder höhere Gewalt die Gesellschaft in ihrer Tätigkeit am Gesellschaftssitz behindert wird oder eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Aufsichtsrat den Sitz der Gesellschaft provisorisch in ein anderes Land verlegen. Sobald es die Umstände erlauben, muss er eine Generalversammlung einberufen, die gemäß den gesetzlichen Bestimmungen zu beschließen hat, ob die vorgenommene Sitzverlegung endgültig ist oder ob der Sitz wieder nach Luxemburg zurückverlegt wird. Während der provisorischen Verlegung behält die Gesellschaft die luxemburgische Nationalität und bleibt der luxemburgischen Gesetzgebung unterworfen.

### **Dauer**

**Art. 4.** Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

### **Kapital**

**Art. 5.** Das Grundkapital beträgt EUR 1.500.000,00 (eine Million fünfhunderttausend Euro), eingeteilt in 15.000 (fünfzehntausend) Aktien ohne Nennwert. Alle Aktien sind voll eingezahlt.

### **Aktien**

**Art. 6.** Die Aktien lauten auf Namen. An Stelle von Urkunden über die Eintragung einzelner Aktien können Zertifikate über die Eintragung einer Mehrzahl von Aktien ausgegeben werden.

**Art. 7.** Am Sitz der Gesellschaft wird über die Namensaktien ein Register geführt, in das jeder Aktionär jederzeit Einsicht nehmen kann. Die Eintragung umfasst folgende Angaben:

- die genaue Bezeichnung jedes Aktionärs sowie die Zahl seiner Aktien;
- die geleisteten Zahlungen;
- die Übertragungen mit ihren Daten.

**Art. 8.** Das Eigentum an einer Namensaktie wird durch die Eintragung in das Aktienregister begründet. Auf Wunsch wird den Aktionären ein Zertifikat über die Eintragung ausgestellt.

**Art. 9.** Die Übertragung von Namensaktien erfolgt durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die von dem Veräußerer und dem Erwerber oder deren Bevollmächtigten unterzeichnet wird. Eine Übertragung wird in das Aktienregister eingetragen.

**Art. 10.** Jede Aktie gewährt eine Stimme.

**Art. 11.** Beabsichtigt ein Aktionär, seine Aktien oder Teile seiner Aktien zu veräußern, so hat er sie zunächst den anderen Aktionären im Verhältnis ihres jeweiligen Anteils am Aktienkapital durch eingeschriebenen Brief anzubieten. Machen ein oder mehrere Aktionäre von dem Übernahmeangebot innerhalb eines Monats nach Zugang der Mitteilung keinen Gebrauch, so wächst das Übernahmerecht dieses oder dieser Aktionäre den übrigen Aktionären, die von dem Übernahmerecht Gebrauch machen, im Verhältnis ihres jeweiligen Anteils am Aktienkapital an. Der anbietende Aktionär ist in diesem Falle verpflichtet, hiervon die übrigen Aktionäre durch eingeschriebenen Brief zu unterrichten. Die übrigen Aktionäre können innerhalb einer Frist von zwei Wochen nach Zugang der Mitteilung ihr zusätzliches Übernahmerecht ausüben.

Ein Übernahmeangebot kann nur im Ganzen angenommen werden. Ein auf Anwachsung beruhendes Übernahmeangebot stellt ein gesondertes Angebot im Sinne dieser Bestimmung dar.

Macht keiner der Aktionäre innerhalb der vorgenannten Fristen von dem Übernahmerecht Gebrauch, so können die Aktien freihändig veräußert werden mit der Maßgabe, dass den übrigen Aktionären im Verhältnis ihres jeweiligen Anteils

am Aktienkapital (wobei die Rechte der Aktionäre, die ihr Recht nicht ausüben, an die übrigen Aktionäre im Verhältnis ihres jeweiligen Anteils am Aktienkapital übergehen) ein Vorkaufsrecht zusteht. Für die Ausübung des Vorkaufsrechts und die dabei zu beachtenden Fristen gilt die Regelung der Absätze 1 und 2 entsprechend mit der Maßgabe, dass den übrigen Aktionären der Name des vorgesehenen Erwerbers sowie die gesamten Vertragsbedingungen mitzuteilen sind. Das Vorkaufsrecht kann auch in der Weise ausgeübt werden, dass der Vorkaufsberechtigte mit Zustimmung aller übrigen Aktionäre einen oder mehrere Dritte benennt, die allein oder mit ihm in diesen Vertrag eintreten.

Diese Bestimmungen gelten nicht für die Abtretung von Aktien an die Vorstands- und Aufsichtsratsmitglieder, Geschäftsführer oder leitende Angestellte (cadres supérieurs gemäß Luxemburger Arbeitsrecht) der Aktionäre oder an deren Tochter- oder Konzerngesellschaften.

### Aufsichtsrat

**Art. 12.** Der Aufsichtsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die durch die Generalversammlung der Aktionäre ernannt werden.

**Art. 13.** Dem Aufsichtsrat obliegen die Aufsicht und Kontrolle des Vorstandes. Er vertritt die Gesellschaft gegenüber den Vorstandsmitgliedern.

Der Aufsichtsrat kann beschließen, dass bestimmte Arten von Geschäften nur mit seiner Zustimmung vorgenommen werden dürfen.

**Art. 14.** Die Amtszeit der Mitglieder des Aufsichtsrates beginnt mit dem Ende der Generalversammlung, durch die sie gewählt wurden, und endet am Schluss der dritten darauf folgenden jährlichen ordentlichen Generalversammlung. Die Mitglieder des Aufsichtsrates können beliebig wiedergewählt werden.

Sie können jederzeit durch eine Generalversammlung ohne Angabe von Gründen abberufen werden.

**Art. 15.** Die Mitglieder des Aufsichtsrates brauchen nicht Aktionäre zu sein.

**Art. 16.** Die Entschädigung für die Mitglieder des Aufsichtsrates wird jeweils nachträglich von der jährlichen ordentlichen Generalversammlung festgesetzt.

**Art. 17.** Der Aufsichtsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden des Aufsichtsrates.

**Art. 18.** Der Aufsichtsrat wird durch den Vorsitzenden oder im Fall seiner Verhinderung durch den stellvertretenden Vorsitzenden einberufen. In der Einladung sind die Verhandlungsgegenstände bekannt zu geben.

Die Sitzungen des Aufsichtsrates können am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort stattfinden.

Auf Antrag von mindestens zwei Aufsichtsratsmitgliedern oder auf Antrag des Vorstandes ist der Vorsitzende des Aufsichtsrates verpflichtet, eine Sitzung des Aufsichtsrates einzuberufen.

**Art. 19.** Jedes Mitglied kann an einer Sitzung des Aufsichtsrates mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln teilnehmen, vorausgesetzt (i) es kann sich ausweisen, (ii) alle Personen, welche an der Sitzung teilnehmen, können einander hören und miteinander sprechen, (iii) die Versammlung wird ununterbrochen übertragen, und (iv) der Aufsichtsrat kann ordnungsgemäß beratschlagen; die Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel gilt als persönliche Anwesenheit.

Jedes Mitglied kann sich bei der Sitzung des Aufsichtsrates mittels Vollmacht durch ein anderes Mitglied vertreten lassen, das sein Stimmrecht im Namen und unter der Verantwortlichkeit des Vollmachtgebers ausübt. Die Vollmacht kann durch privatschriftliche Urkunde, Fernschreiben, Telefax oder Telegramm erteilt werden.

**Art. 20.** Der Aufsichtsrat ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder, darunter der Vorsitzende oder der stellvertretende Vorsitzende des Aufsichtsrates, anwesend oder vertreten sind.

**Art. 21.** Der Aufsichtsrat fasst seine Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit seiner anwesenden oder vertretenen Mitglieder.

Bei besonderer Dringlichkeit kann auch über nicht in der Tagesordnung angekündigte Gegenstände verhandelt und beschlossen werden.

**Art. 22.** Auf Veranlassung des Vorsitzenden oder bei seiner Verhinderung eines anderen Mitgliedes und im Einverständnis aller Mitglieder können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege oder per Telefax gefasst werden (Zirkularbeschlüsse). Im Rundschreiben, wodurch dazu aufgefordert wird, ist eine Frist anzusetzen, welche zugleich für den Einspruch gegen dieses Verfahren und für die Stimmabgabe gilt.

Erfolgt kein Einspruch gegen das Verfahren, so gilt dies als Einverständnis mit dem Verfahren.

Die Beschlussfassung im Wege eines Zirkularbeschlusses kann nur einstimmig erfolgen.

Im Falle von Zirkularbeschlüssen, die per Telefax gefasst wurden, sind diese schriftlich zu bestätigen.

**Art. 23.** Die Verhandlungen und Beschlüsse des Aufsichtsrates sind unbeschadet des Artikels 20 durch Protokolle zu beurkunden, die vom Vorsitzenden und vom Protokollführer zu unterzeichnen sind.

Die Beglaubigung von Auszügen erfolgt in der Regel durch den Vorsitzenden und den Protokollführer, der nicht Mitglied des Aufsichtsrates sein muss. Sie kann auch durch zwei beliebige Mitglieder vorgenommen werden.

**Art. 24.** Der Aufsichtsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen und seine Aufgaben und Befugnisse sowie diejenigen seiner Ausschüsse und des Vorstands in einer Geschäftsordnung festlegen. Er kann weiterhin einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben betrauen.

### Vorstand

**Art. 25.** Der Vorstand der Gesellschaft besteht aus mindestens zwei Mitgliedern, die nicht Aktionäre zu sein brauchen. Sie werden vom Aufsichtsrat ernannt, der die Dauer ihrer Mandate sowie die mögliche Vergütung bestimmt.

Sie können jederzeit durch den Aufsichtsrat oder die Generalversammlung ohne Angabe von Gründen abberufen werden.

**Art. 26.** Der Vorstand leitet die Gesellschaft in eigener Verantwortung. Er hat den Aufsichtsrat über wesentliche Angelegenheiten der Gesellschaft zu unterrichten.

Der Vorstand hat die Befugnis, alle Geschäfte zu führen, soweit sie nicht durch Gesetz oder Satzung der Generalversammlung oder dem Aufsichtsrat vorbehalten sind.

Der Vorstand vertritt die Gesellschaft nach außen. Die Mitglieder des Vorstandes zeichnen kollektiv zu zweien, wobei Artikel 28 unberührt bleibt. Sie können im Namen der Gesellschaft mit sich im eigenen Namen oder als Vertreter eines Dritten ein Rechtsgeschäft vornehmen.

**Art. 27.** Der Vorstand wählt einen Vorsitzenden des Vorstandes. Ein Stichtscheid kommt dem Vorsitzenden nicht zu.

**Art. 28.** Der Vorstand kann die tägliche Geschäftsführung oder einzelne Teile derselben und die Vertretung der Gesellschaft an Dritte übertragen, die nicht Aktionäre zu sein brauchen.

### Wirtschaftsprüfer

**Art. 29.** Die Gesellschaft unterliegt der Prüfung durch einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer, die im Einklang mit den rechtlichen Bestimmungen ernannt werden.

### Generalversammlung

**Art. 30.** Die Generalversammlung der Aktionäre kann über die Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Insbesondere sind der Generalversammlung folgende Befugnisse vorbehalten:

- (a) die Satzung zu ändern;
- (b) die Mitglieder des Aufsichtsrates zu bestellen und abzurufen und ihre Vergütungen festzusetzen;
- (c) die Berichte des Aufsichtsrates entgegenzunehmen;
- (d) die Feststellung des Einzelabschlusses;
- (e) die Mitglieder des Aufsichtsrates zu entlasten;
- (f) über die Verwendung des Jahresergebnisses zu beschließen;
- (g) die Gesellschaft aufzulösen.

**Art. 31.** Jeweils um elf Uhr am einunddreißigsten März eines jeden Jahres findet die alljährliche ordentliche Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in dem Einladungsschreiben angegebenen Ort des Großherzogtums Luxemburg statt. Sofern nicht weitere Punkte für die Tagesordnung festgesetzt werden, befindet sie über die Punkte b) und d) bis f) des Artikels 30. Ist der einunddreißigste März ein Tag, an dem Banken in Luxemburg gewöhnlich nicht geöffnet sind, so wird die Generalversammlung am letzten Bankarbeitstag im März abgehalten.

**Art. 32.** Die Generalversammlung wird durch den Aufsichtsrat oder den Vorstand einberufen. Sie muss innerhalb einer Frist von einem Monat einberufen werden, wenn Aktionäre, die mindestens ein Zehntel (1/10) des Gesellschaftskapitals vertreten, dies in einem schriftlichen, die Tagesordnung enthaltenden Gesuch an den Aufsichtsrat verlangen.

**Art. 33.** Die Einberufungen zu Generalversammlungen erfolgen gemäß den gesetzlichen Bestimmungen.

Sind alle Aktionäre in der Generalversammlung anwesend oder vertreten, so kann auf eine förmliche Einberufung verzichtet werden.

**Art. 34.** Jeder Aktionär ist berechtigt, an der Generalversammlung teilzunehmen.

Jeder Aktionär kann an einer Generalversammlung mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln teilnehmen, vorausgesetzt (i) er kann sich ausweisen, (ii) alle Personen, welche an der Sitzung teilnehmen, können einander hören und miteinander sprechen, (iii) die Versammlung wird ununterbrochen übertragen und (iv) die Aktionäre können ordnungsgemäß beratschlagen; die Teilnahme an einer Generalversammlung durch solche Kommunikationsmittel gilt als persönliche Anwesenheit.

Ein Aktionär kann sich auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht durch einen anderen Aktionär oder durch einen Dritten für eine beliebige Zahl von Aktien vertreten lassen.

**Art. 35.** Für die Beschlüsse der Generalversammlungen müssen die gesetzlichen Anwesenheits- und Majoritätsquoten erfüllt sein.

**Art. 36.** Das Protokoll über die Generalversammlung wird vom Versammlungsleiter, dem Schriftführer und dem Stimmzähler unterzeichnet.

### **Rechnungslegung; Jahresergebnis**

**Art. 37.** Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 38.** Jedes Jahr erstellt der Vorstand die gesetzlich vorgeschriebenen Dokumente zur Rechnungslegung, insbesondere ein Inventar mit den Angaben der beweglichen und unbeweglichen Werte und ein Verzeichnis aller Forderungen und Verbindlichkeiten. Außerdem sind die Verbindlichkeiten der Aufsichtsratsmitglieder und Vorstandsmitglieder gegenüber der Gesellschaft anzugeben.

Der Vorstand stellt den Einzelabschluss auf.

Jährlich wird wenigstens ein Zwanzigstel (1/20) des Reingewinns vorweg dem gesetzlichen Reservefonds zugewiesen bis der Reservefonds den zehnten Teil (1/10) des Grundkapitals erreicht hat.

Der Vorstand ist befugt, in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften eine Zwischendividende während des Geschäftsjahres auszuschütten.

**Art. 39.** Die Veröffentlichung des Einzelabschlusses sowie dessen gesetzlich vorgeschriebene Anlagen erfolgt in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften.

### **Auflösung und liquidation**

**Art. 40.** Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden.

Bei der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren vorgenommen, welche die Generalversammlung bestellt und deren Entschädigung sie festsetzt.

### **Allgemeine Bestimmungen**

**Art. 41.** Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, wird auf die gesetzlichen Bestimmungen verwiesen.“

#### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Übernehmenden Gesellschaft mit Wirkung zum 31. Dezember 2014 und endet am 31. Dezember 2015.

#### *Neunter Beschluss*

Die Versammlung setzt somit die Zahl der Mitglieder des Aufsichtsrates der Übernehmenden Gesellschaft auf drei (3) fest und ernennt sodann folgende Mitglieder des Aufsichtsrates mit Wirkung zum 31. Dezember 2014 für eine Dauer von drei (3) Jahren:

- Herr Dr. Gunter Dunkel mit Berufsanschrift in Friedrichswall 10, D-30159 Hannover (Deutschland).
- Herr Christoph Schulz mit Berufsanschrift in Friedrichswall 10, D-30159 Hannover (Deutschland).
- Herr Dr. Michael Lange mit Berufsanschrift in Friedrichswall 10, D-30159 Hannover (Deutschland).

Abweichend von Artikel 25 der unter dem obigen achten Beschluss angenommenen Satzung, setzt ausnahmsweise und ausschließlich zum Zwecke der Gründung, die Versammlung die Zahl der Mitglieder des Vorstandes der Übernehmenden Gesellschaft auf zwei (2) fest und ernennt folgende Mitglieder des Vorstandes mit Wirkung zum 31. Dezember 2014 für eine Dauer von fünf (5) Jahren:

- Herr Harry Rosenbaum mit Berufsanschrift in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxemburg-Findel, Großherzogtum Luxemburg.
- Herr Markus Linnert mit Berufsanschrift in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxemburg-Findel, Großherzogtum Luxemburg.

Ernennungen von Mitgliedern des Vorstandes werden im Anschluss an die Gründung der Übernehmenden Gesellschaft gemäß Artikel 25 der unter dem obigen achten Beschluss angenommenen Satzung durch den Aufsichtsrat bestellt.

#### *Zehnter Beschluss*

Die Versammlung ernennt, mit Wirkung zum 31. Dezember 2014, KPMG Luxembourg S.à r.l. als Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) der Übernehmenden Gesellschaft auf unbestimmte Dauer.

#### *Elfter Beschluss*

Die Versammlung bestimmt, dass die Übernehmende Gesellschaft ihren Gesellschaftssitz in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Großherzogtum Luxemburg, haben wird.

*Erklärung des Notars*

Der unterzeichnende Notar bestätigt hiermit, dass er gemäß Artikel 300 (2) des Gesetzes die Einhaltung und die Ordnungsmäßigkeit des Abspaltungsplans sowie aller von der Übertragenden Gesellschaft vorzunehmenden und vorgenommenen Handlungen und Maßnahmen überprüft hat.

*Erklärung des Vorsitzenden*

Nach Erschöpfung der Tagesordnungspunkte erklärt der Vorsitzende hiermit die Versammlung für beendet.

*Kosten*

Die Gebühren, Ausgaben, Honorare und sonstige Verbindlichkeiten welcher Art auch immer, die durch die vorliegende Beurkundung entstehen, gehen zu Lasten der Übertragenden Gesellschaft und betragen schätzungsweise EUR 3.500.-.

WORÜBER URKUNDE, in Luxemburg an dem eingangs bezeichneten Tage aufgenommen wird.

Die vorliegende Urkunde wurde sodann den Vertretern der erschienenen Partei vorgelesen und von ihnen und dem unterzeichnenden Notar unterschrieben.

Gezeichnet: U. HOHENADEL, B. FABIAN, D. LEUK und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 décembre 2014. Relation: LAC/2014/59170. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG -

Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 15. Dezember 2014.

Référence de publication: 2014200411/343.

(140222779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2014.

**Riva Global Fund SICAV SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 155.700.

Shareholders are hereby kindly convened to assist at the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of Shareholders (the "Meeting") of the Fund which will be held on the 9 January 2015 at 11:00 a.m. (Luxembourg time) at the Fund's registered office to deliberate and vote on the following:

*Agenda:*

1. Presentation of the Report of the Board of Directors for the year ended December 31, 2011;
2. Presentation of the Report of the Board of Directors for the year ended December 31, 2012;
3. Presentation of the Report of the Board of Directors for the year ended December 31, 2013;
4. Presentation of the Report of the Auditors for the year ended December 31, 2011;
5. Presentation of the Report of the Auditors for the year ended December 31, 2012;
6. Presentation of the Report of the Auditors for the year ended December 31, 2013;
7. Approval of the Statement of Net Assets, Statement of Operations and Changes in Net Assets and Statements of Changes in Shares outstanding for the year ended December 31, 2011;
8. Approval of the Statement of Net Assets, Statement of Operations and Changes in Net Assets and Statements of Changes in Shares outstanding for the year ended December 31, 2012;
9. Approval of the Statement of Net Assets, Statement of Operations and Changes in Net Assets and Statements of Changes in Shares outstanding for the year December 31, 2013;
10. To approve the allocation of the net results for the year ended December 31, 2011;
11. To approve the allocation of the net results for the year ended December 31, 2012;
12. To approve the allocation of the net results for the year ended December 31, 2013;
13. To discharge the Board of Directors and the Auditors with respect to the performance of their duties for the year ended December 31, 2011;
14. To approve retroactively the re-appointment of Ms. Nathalie Davied Charbonnier, Mr. Roberto Almaleh, Mr. John Burke as Directors of the Company for the year ended December 31, 2011;
15. To approve retroactively the re-appointment of Ms. Nathalie Davied Charbonnier, Mr. Roberto Almaleh, Mr. John Burke as Directors of the Company for the year ended December 31, 2012;
16. To approve retroactively the resignation of Mr. John Burke from the Board of Directors of the Company with effect September 26, 2012;



17. To approve retroactively the appointment Mr. Boris Christinger as Director of the Company with effect September 26, 2012 until the year ended December 31, 2012;
18. To approve retroactively the re-appointment of Ms. Nathalie Davied Charbonnier, Mr. Roberto Almaleh, Mr. Boris Christinger as Directors of the Company for the year ended December 31, 2013;
19. To approve retroactively the resignation of Ms. Nathalie Charbonnier Davies from the Board of Directors of the Company with effect April 10, 2013;
20. To approve retroactively the appointment Mr. Dino Ghiglione as Director of the Company with effect April 10, 2013 until the year ended December 31, 2013;
21. To approve retroactively the re-appointment of Mr. Dino Ghiglione, Mr. Roberto Almaleh, Mr. Boris Christinger as Directors of the Company for the year ended December 31, 2014;
22. To approve retroactively the re-appointment of PricewaterhouseCoopers Luxembourg to serve as Auditor of the Company until the next annual general meeting of shareholders which will deliberate on the financial statements for the year ended December 31, 2011;
23. To approve retroactively the re-appointment of PricewaterhouseCoopers Luxembourg to serve as Auditor of the Company until the next annual general meeting of shareholders which will deliberate on the financial statements for the year ended December 31, 2012;
24. To approve retroactively the re-appointment of PricewaterhouseCoopers Luxembourg to serve as Auditor of the Company until the next annual general meeting of shareholders which will deliberate on the financial statements for the year ended December 31, 2013;
25. To re-appoint PricewaterhouseCoopers Luxembourg to serve as Auditor of the Company until the next annual general meeting of shareholders which will deliberate on the financial statements for the year ended December 31, 2014;
26. Any other business that may be brought forward to the meeting.

Please be informed that no quorum is required for the items on the agenda of the Meeting and the resolutions will be passed by a simple majority of the votes cast. Each share has a voting right.

Shareholders may vote in person or by proxy.

If you are not able to attend personally this Meeting, please sign and date the enclosed proxy form and return it to:

Mr. Ralf Voelker

TMF Fund Services (Luxembourg) S.A.

Email: Ralf.Voelker@lu.customhousegroup.com

Unico Building, 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg

To be valid, proxy should be received in Luxembourg by the fund before 6 p.m. (Luxembourg Time) on January 7, 2014.

Luxembourg, December 19, 2014.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2014201320/70.

**Almafin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 43.749.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE**

qui se tiendra le 6 janvier 2015 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Ratification de la cooptation d'un Administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014202140/795/16.

**Basil Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 106.939.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui se tiendra le 6 janvier 2015 à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014202141/795/15.

**Alia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 107.219.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui se tiendra le 6 janvier 2015 à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2013
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014202142/795/15.

**Vision Concept S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6312 Beaufort, 104, route d'Eppeldorf.

R.C.S. Luxembourg B 51.468.

Par décision de l'Assemblée Générale prise en date du 1<sup>er</sup> Septembre 2014:

- a été nommée administrateur-délégué:

Monsieur Guillaume Eugène HILLERS, conseiller, né le 16 novembre 1951 à Paramaribo (Suriname), demeurant Delft-weg 127, 3043 NB Rotterdam (Pays Bas), durée du mandat: indéterminée, pouvoir avec sa seule signature;

- a été rayé comme administrateur-délégué (avec sa seule signature):

Monsieur Cornelis Johannes VROLIJKS, né le 22 septembre 1946 à Nijmegen (Pays Bas), demeurant 104, route d'Eppeldorf, L-6312 Beaufort.

- a été nommée administrateur:

Monsieur Guillaume Eugène HILLERS, conseiller, né le 16 novembre 1951 à Paramaribo (Suriname), demeurant Delft-weg 127, 3043 NB Rotterdam (Pays Bas), durée du mandat: indéterminée, pouvoir avec sa seule signature;

- a été rayé comme administrateur:

Monsieur Cornelis Johannes VROLIJKS, né le 22 septembre 1946 à Nijmegen (Pays Bas), demeurant 104, route d'Eppeldorf, L-6312 Beaufort.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2014194576/22.

(140216970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2014.

**Gracewell Investment No 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 159.929.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 2 décembre 2014*

En date du 2 décembre 2014, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Madame Catherine KOCH, actuellement gérant de catégorie C de la Société, en tant que gérant de catégorie B de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Jeffrey H. MILLER, gérant de catégorie A
- Monsieur Andrew HUDSON, gérant de catégorie B
- Monsieur Tony WHITEMAN, gérant de catégorie B
- Madame Catherine KOCH, gérant de catégorie B

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

En effet, les prénoms et nom du gérant de catégorie A de la Société doivent se lire comme suit: Monsieur Jeffrey H. MILLER.

De plus, le siège social de l'associé unique de la Société, Gracewell Properties Holding S.à r.l., a été transféré au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Gracewell Investment N°2 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014195003/27.

(140217694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

---

**Gracewell Properties (Abercorn) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 160.442.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 2 décembre 2014*

En date du 2 décembre 2014, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Madame Catherine KOCH, actuellement gérant de catégorie C de la Société, en tant que gérant de catégorie B de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Jeffrey H. MILLER, gérant de catégorie A
- Monsieur Andrew HUDSON, gérant de catégorie B
- Monsieur Tony WHITEMAN, gérant de catégorie B
- Madame Catherine KOCH, gérant de catégorie B

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

En effet, les prénoms et nom du gérant de catégorie A de la Société doivent se lire comme suit: Monsieur Jeffrey H. MILLER.

De plus, le siège social de l'associé unique de la Société, Gracewell Investment N° 3 S.à r.l., a été transféré au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Gracewell Properties (Abercorn) S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014195006/27.

(140217544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

---

**Gracewell Properties (Church Crookham) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 164.332.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 2 décembre 2014*

En date du 2 décembre 2014, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Madame Catherine KOCH, actuellement gérant de catégorie C de la Société, en tant que gérant de catégorie B de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Jeffrey H. MILLER, gérant de catégorie A
- Monsieur Andrew HUDSON, gérant de catégorie B
- Monsieur Tony WHITEMAN, gérant de catégorie B
- Madame Catherine KOCH, gérant de catégorie B

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

En effet, les prénoms et nom du gérant de catégorie A de la Société doivent se lire comme suit: Monsieur Jeffrey H. MILLER.

De plus, le siège social de l'associé unique de la Société, Graeewell Investment N°4 S.à r.l., a été transféré au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Graeewell Properties (Church Crookham) S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014195008/27.

(140217541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

---

**Gracewell Properties (Birmingham) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 169.097.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 2 décembre 2014*

En date du 2 décembre 2014, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Madame Catherine KOCH, actuellement gérant de catégorie C de la Société, en tant que gérant de catégorie B de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Jeffrey H. MILLER, gérant de catégorie A
- Monsieur Andrew HUDSON, gérant de catégorie B
- Monsieur Tony WHITEMAN, gérant de catégorie B
- Madame Catherine KOCH, gérant de catégorie B

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

En effet, les prénoms et nom du gérant de catégorie A de la Société doivent se lire comme suit: Monsieur Jeffrey H. MILLER.

De plus, le siège social de l'associé unique de la Société, Gracewell Investment N°4 S.à r.l., a été transféré au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Gracewell Properties (Birmingham) S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014195007/27.

(140217539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

---

**Gracewell Properties (Frome) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 159.723.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 2 décembre 2014*

En date du 2 décembre 2014, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Madame Catherine KOCH, actuellement gérant de catégorie C de la Société, en tant que gérant de catégorie B de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Jeffrey H. MILLER, gérant de catégorie A
- Monsieur Andrew HUDSON, gérant de catégorie B
- Monsieur Tony WHITEMAN, gérant de catégorie B
- Madame Catherine KOCH, gérant de catégorie B

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

En effet, les prénoms et nom du gérant de catégorie A de la Société doivent se lire comme suit: Monsieur Jeffrey H. MILLER.

De plus, le siège social de l'associé unique de la Société, Gracewell Investment N°2 S.à r.l., a été transféré au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Gracewell Properties (Frome) S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014195010/27.

(140217649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

---

**Gracewell Properties (Horley) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 160.450.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 2 décembre 2014*

En date du 2 décembre 2014, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Madame Catherine KOCH, actuellement gérant de catégorie C de la Société, en tant que gérant de catégorie B de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Jeffrey H. MILLER, gérant de catégorie A
- Monsieur Andrew HUDSON, gérant de catégorie B
- Monsieur Tony WHITEMAN, gérant de catégorie B
- Madame Catherine KOCH, gérant de catégorie B

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

En effet, les prénoms et nom du gérant de catégorie A de la Société doivent se lire comme suit: Monsieur Jeffrey H. MILLER.

De plus, le siège social de l'associé unique de la Société, Gracewell Investment N°2 S.à r.l., a été transféré au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Gracewell Properties (Fareham) S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014195012/27.

(140217637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

---

**Estrada Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 79.661.

—  
EXTRAIT

Dépôt rectificatif du bilan au 31.12.2010 déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg 16.11.2011, N° L110181351.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2014.

Karim Van den Ende

*Administrateur*

Référence de publication: 2014194907/14.

(140218029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

---

**European Financial Stability Facility, Société Anonyme.**

Siège social: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

R.C.S. Luxembourg B 153.414.

Il résulte des résolutions de la réunion du conseil d'administration de la Société prises le 27 novembre 2014 que les administrateurs ont décidé:

- de prendre note de la démission de M. Iñigo Fernandez de Mesa Vargas et de M. Christodoulos Stefanadis de leur poste d'administrateur de la Société avec effet immédiat;

- de coopter, Mme Rosa María Sánchez-Yebra Alonso, Secrétaire Générale du Trésor, née le 20 juillet 1962 à Ourense, Espagne, ayant son adresse professionnelle au 6, Paseo del Prado, 28014 Madrid, Espagne, en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2015; et

- de coopter, M. Anastasios Anastasatos, Secrétaire Général et Président du Conseil des Conseillers Economiques au Ministère des Finances, né le 19 octobre 1973 à Athènes, Grèce, ayant son adresse professionnelle au 5-7, Nikis Str., 10180 Athènes, Grèce, en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2015.

En conséquence, le conseil d'administration de la Société est, au 27 novembre 2014, constitué des personnes suivantes:

- Mme Alenka Jerkic
- M. Christos Patsalides
- M. Hans Vijlbrief
- M. Ilkka Kajaste
- M. Jozef Kortleven
- M. Nicholas O'Brien
- M. Alfred Camilleri
- M. Vazil Hudak
- M. Bruno Bézard
- Dr. Thomas Steffen
- M. Harald Waiglein
- M. Vincenzo La Via
- Mme Isabelle Goubin
- Mme Isabel Castelo Branco
- M. Märten Ross
- Mme Rosa María Sánchez-Yebra Alonso
- M. Anastasios Anastasatos

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 décembre 2014.

Référence de publication: 2014194909/38.

(140217275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

---